

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 44 du 25.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Li Qingsi : S'opposer à la politique de la canonnrière.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 « De Misrata nous sommes venus en Syrie Libre !

1-2 [Homs dans l'enfer des groupes armés](#)

1-3 Derniers articles d'auteurs divers

2 Brèves

2-1 Réseau Voltaire : La guerre secrète de la France contre le peuple syrien.

2-2 La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents.

3 Dossiers

3-1 Thierry Meyssan : SYRIE : Pour la libération de nos compatriotes et confrères prisonniers à Baba Amr.

4 Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Le terrorisme au nom de la « démocratie ».

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

5-1 La Croix : Jacques Bérès, un chirurgien français dans Homs assiégé.

5-2 Arrêtez les préparatifs de guerre ! Levez l'embargo ! Solidarité avec les peuples syrien et iranien !

5-3 Louis Daghien : Lavrov et Clinton en 2009 : aujourd'hui, l'une rit plus jaune que l'autre...

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

6-1 Michel Chossudovsky : La prochaine guerre « humanitaire » de l'OTAN?

6-2 Pierre Khalaf : Le double veto russo-chinois inaugure un nouvel ordre mondial.

6-3 Julie Lévesque : L'Armée syrienne libre, représentant légitime du peuple syrien?

6-4 Stuart Jeanne Bramhall : La guerre secrète des Etats-Unis contre la Syrie.

7 Annexe

7-1 Les rebelles libyens avec Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis, venue voir et conquérir la Libye.!

Tiré à part

Li Qingsi : S'opposer à la politique de la canonnrière.

Le veto chinois au Conseil de sécurité n'est pas une tocade influencée par la Russie, mais l'aboutissement d'une longue et douloureuse expérience. Il est principalement motivé par le souci de faire respecter les normes du droit international. Le professeur Li Qingsi replace cette préoccupation dans son contexte historique immédiat (les changements de régime orchestrés en Afrique du Nord) et dans la longue période (l'occupation de la Chine par les Occidentaux et les difficiles relations sino-US). Après que la Russie et la Chine eurent mis leur veto à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU le 4 février, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé une résolution condamnant la violence en Syrie. Bien que non contraignante, elle va accroître encore d'avantage la pression sur le gouvernement syrien, et ouvre la porte à une intervention extérieure dans le futur.

Les conflits sectaires, les facteurs géopolitiques, et surtout la politique du « diviser pour mieux régner » menée par l'Occident ont permis l'émergence d'intenses contradictions au sein du Monde arabe, et les affrontements internes en Syrie ont fournis une excuse à l'Occident pour s'immiscer.

La crise actuelle en Syrie n'a pas simplement pour objet la protection des Droits de l'homme ainsi que le prétendent les Occidentaux. Ils veulent renverser le gouvernement actuel et le remplacer par un autre qui soit pro-occidental. La Syrie est considérée comme un problème pour la stratégie moyen-orientale de l'Occident du fait de ses liens étroits avec l'Iran et le Liban, tous deux hostiles aux États-Unis.

Afin de jouer un rôle au Proche-Orient, la Ligue arabe est prête à soutenir la stratégie occidentale dans la région. À n'en pas douter, après avoir résolu le problème syrien d'une façon non pacifique, la cible suivante serait l'Iran.

Le veto chinois ne signifie pas que Beijing se range aux cotés du gouvernement syrien, ou qu'il est aveugle aux affrontements sanglants, mais qu'il ne veut pas que la Syrie suive le même chemin désastreux que la Libye, qui a abouti à une situation de guerre civile généralisée.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine a la responsabilité et l'obligation de défendre la [Charte des Nations Unies](#), source du droit et code de conduite international, et donc doit rejeter toute résolution qui viole cette Charte et ses principes.

Si la Chine se rend compte qu'une résolution est à même de menacer la souveraineté d'un État et va à l'encontre de la justice, et qu'elle ne fait rien, il s'agirait là d'une faute grave.

La réponse furieuse de l'Occident aux vétos russe et chinois montre que ceux-ci ont dévoilé le véritable objectif des Occidentaux – essayer de dominer le Moyen-Orient et monopoliser l'Organisation des Nations Unies – qu'ils avaient pris soin de masquer derrière leurs nobles revendications de défense des droits de l'homme en Syrie.

Le monde a été témoin de trop d'invasions d'États souverains et de trop de meurtres de civils innocents au nom de l'ingérence humanitaire. Les interventions militaires depuis la fin de la Guerre froide montrent que l'Occident, pendant qu'il brandit l'étendard de la protection des Droits de l'homme, ne fait en réalité que rechercher ses propres intérêts stratégiques globaux et régionaux.

Que cela soit les pays envahis après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, ou encore certains pays musulmans qui ont subi des « *révolutions colorées* » l'an passé, le fait est que, à l'inverse de la protection des Droits de l'homme, ces invasions et ces « *révolutions* » ont entraîné la détérioration de la stabilité intérieure et de la situation humanitaire.

L'expérience montre que, depuis la Guerre froide, quelles que puissent être les divergences qui existent entre eux, les pays occidentaux se serreront les coudes quand ils sont en conflit avec un pays non occidental. Même à l'ère de la globalisation, il existe toujours une ligne de démarcation claire entre l'Occident et le reste du monde.

Pour des raisons à la fois historiques et pratiques, l'équilibre du pouvoir entre l'Ouest, particulièrement les États-Unis, et le monde non-occidental, est inégal. De la même façon qu'un pouvoir absolu sans surveillance ou restrictions a pour conséquence la corruption au sein d'un État, un pouvoir sans contrepoids dans la communauté internationale deviendra lui aussi impérieux et sans pitié, devenant de ce fait une menace pour la stabilité du monde entier.

Après la Guerre froide, les États-Unis ont réussi à « *avoir une emprise ferme sur l'ONU pour opprimer la communauté internationale* » pendant que les pays petits ou moyens n'osaient pas exprimer leur mécontentement.

La réaction hystérique des États-Unis au veto chinois montre qu'ils n'ont pas compris l'évolution de la Chine. À un moment où la politique de la canonnière est remise au goût du jour, une approche modeste et auto-disciplinée de la diplomatie semble peut-être un peu démodée.

Si la Chine et les États-Unis peuvent coexister pacifiquement, il s'agirait d'un accomplissement sans précédent. Mais l'histoire des relations sino-étatsuniennes montre qu'une telle coopération ne peut être atteinte par le compromis ou la simple requête, et qu'il ne faut espérer aucune relation gagnant-gagnant par le simple truchement de nos bonnes volontés. La lutte sans rupture des relations ne doit pas être la base de l'attitude chinoise envers les États-Unis, car seulement quand nous serons prêts à payer le prix de la rupture, alors nous serons à même de lutter sans nous déchirer.

Quelle que soit la difficulté de la situation à l'extérieur, la Chine ne va pas arrêter son développement. Pas avant que les diplomates ne cessent de faire appel à notre bon cœur. Ni tant qu'il sera facile de fouler au pied les sentiments de 1,3 milliard de Chinois, et pas avant que la Chine ne soit en capacité de défendre la Charte et les normes des Nations Unies ainsi que la paix et la justice dans le monde par des actes et non plus des mots.

En tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, la Chine se doit d'assumer la grande responsabilité de préserver la paix mondiale. Afin de préserver l'unité, la Chine a été contrainte à faire usage de son veto.

Parce qu'elle est membre de la communauté internationale, la Chine est consciente qu'elle ne peut réaliser ses propres intérêts sans coopération avec le monde extérieur. Mais la Chine sera également attentive à ces pays occidentaux qui vont trop loin. Ayant par le passé été envahie par les puissances occidentales, la Chine comprend la souffrance qui en résulte. Ainsi la Chine qui s'éveille ne reproduira pas les mêmes erreurs, parce que le peuple chinois croit que ce que vous ne voulez pas que l'on vous fasse, il ne faut pas le faire subir aux autres.

[Li Qingsi](#)

26 Feb 2012

From: assoc.armada@yahoo.fr

Source : [China Daily \(Chine\)](#)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 « De Misrata nous sommes venus en Syrie Libre ! »

<http://www.silviacattori.net/article2861.html>

1-2 [Homs dans l'enfer des groupes armés](#)

<http://www.silviacattori.net/rubrique9.html>

1-3 Derniers articles d'auteurs divers

<http://www.silviacattori.net/rubrique159.html>.

2 Brèves

2-1 Réseau Voltaire : La guerre secrète de la France contre le peuple syrien.

Lors de la prise du bastion insurgé dans le quartier de Bab Amr, à Homs, l'armée syrienne a fait plus de 1 500 prisonniers, dont une majorité d'étrangers. Parmi ceux-ci, une douzaine de Français ont requis le statut de prisonnier de guerre en déclinant leur identité, leur grade et leur unité d'affectation. L'un d'entre eux est colonel du service de transmission de la DGSE.

En armant la Légion wahhabite et en lui fournissant des renseignements satellitaires, la France a conduit une guerre secrète contre l'armée syrienne, qui a fait plus de 3 000 morts dans les rangs, et plus de 1 500 morts parmi les civils, en dix mois de combats.

Ces informations ont été partiellement dévoilées par Thierry Meyssan lors d'une intervention sur la première chaîne de télévision russe, le lundi 13 février 2012 ; puis dans [un article publié le mardi 14 par Komsomolskaïa Pravda](#) ; enfin dans [une vidéo de Voltaire Network TV](#).

La France a sollicité l'aide de la Fédération de Russie pour négocier avec la Syrie la libération des prisonniers de guerre.

Le Réseau Voltaire n'a pas trouvé d'éléments permettant de confirmer les imputations selon lesquelles 120 Français auraient été faits prisonniers à Zabadani. Cette rumeur semble être une exagération de nos informations et paraît sans fondement.

* "acolyte : latin ecclésiastique *acolytatus*, du grec *akolouthos* "suivant, serviteur".

1. Clerc élevé à l'acolytat, dont la fonction est de servir à l'autel".

Etc. (Dictionnaire de la langue française Robert, vol. 1, p.88.)

Suite sur <http://www.voltairenet.org/La-guerre-secrete-de-la-France>

Réseau Voltaire

22 février 2012

2-2 La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents.

Le 13 février 2012, Thierry Meyssan révélait sur la première chaîne de télévision russe que la Syrie avait fait prisonniers une douzaine de militaires français. Le Réseau Voltaire est en mesure de confirmer qu'au 26 février, le nombre de prisonniers français s'élève à 18 (dix-huit).

Si Paris admet qu'ils ont agi en mission, ils bénéficieront du statut des prisonniers de guerre et seront protégés par la Convention de Genève, mais si Paris dénie les avoir envoyés, ils seront considérés comme des civils étrangers, ils seront jugés en Syrie pour leurs crimes et encouront la peine de mort.

La France a ouvert trois canaux de négociation via la Fédération de Russie, les Émirats arabes unis et le Sultanat d'Oman.

L'ambassadeur de France, Éric Chevallier, est reparti le 23 février d'urgence à Damas.

Kofi Annan a été appelé comme médiateur par l'ONU et la Ligue arabe.

Conscient de l'usage qu'il peut faire de ces prises en période électorale française, Damas a demandé aux médias publics syriens de ne pas aborder cette affaire pour le moment. Il se réserve ainsi la possibilité de la traiter en secret si cette option est plus avantageuse. Tout en admettant le caractère exceptionnel de cette situation, les journalistes syriens, qui se sont rapidement habitués à la liberté d'expression garantie par la nouvelle loi sur la presse, déplorent que des limites soient à nouveau posées pour des motifs de sécurité nationale.

Si les négociations restent secrètes, la France devra payer en sous-main des indemnités de guerre particulièrement lourdes, soit en numéraire, soit sous forme de privilèges économiques. Si elles deviennent publiques, la France peut espérer des indemnités moins onéreuses, mais Nicolas Sarkozy et Alain Juppé devront s'expliquer devant leurs concitoyens. Leur camp hypothéquerait alors ses chances de gagner l'élection présidentielle, le président risquant même d'être traduit devant la Haute Cour (articles 35 et 68 de la Constitution).

Réseau Voltaire |

26 février 2012

Article intégral sur : <http://www.voltairenet.org/La-France-ouvre-des-negociations>

3 Dossiers

3-1 Thierry Meyssan : SYRIE : Pour la libération de nos compatriotes et confrères prisonniers à Baba Amr.

Plusieurs journalistes sont retenus dans la zone close de Baba Amr. Selon les dirigeants atlantistes, ils sont empêchés d'en sortir par l'armée syrienne qui pilonnerait le bastion rebelle. Présent sur place et témoin privilégié des négociations, Thierry Meyssan rend compte de la réalité : les journalistes sont prisonniers de l'Armée « syrienne » libre qui les utilise comme boucliers humains. Le Croissant Rouge syrien a été empêché par les rebelles de les évacuer.

Nos confrères Marie Colvin (Sunday Times) et Rémi Ochlik (IP3 Presse) ont été tués mercredi 22 février 2012 dans la zone rebelle à l'intérieur de Homs.

Selon des agences de presse occidentales citant l'Armée « syrienne » libre, ils ont été victimes du pilonnage du quartier par les forces de Damas. Cependant, l'Armée nationale n'a fait usage de lanceurs de roquettes multiples que pendant une très courte période pour détruire des postes de tir, et à aucun moment après le 13 février. En outre, si la ville était pilonnée depuis 21 jours, comme l'indiquent les agences de presse, il y a longtemps qu'elle ne serait plus qu'un tas de ruine sans âme qui vive.

Au moins trois autres journalistes sont encore présents dans la zone rebelle : Édith Bouvier (Le Figaro

Magazine), William Daniels et Paul Conroy (Sunday Times), ainsi que probablement un quatrième de nationalité espagnole.

Dans une vidéo postée sur Internet, Édith Bouvier, qui est blessée à la jambe, et William Daniels appellent à un cessez-le-feu et à leur évacuation vers un hôpital au Liban. Immédiatement, une intense campagne de communication a été organisée en leur faveur, incluant la création de plusieurs groupes Facebook et de tonitruantes déclarations d'Alain Juppé.

Il n'y a plus de couverture GSM ou G3 à Homs, et les lignes téléphoniques filaires de la zone rebelle sont coupées.

Il n'échappera à personne que si les journalistes ont pu uploader une vidéo pour appeler au secours, c'est qu'ils ont bénéficié d'une liaison satellite. Et s'ils n'ont pas pu téléphoner à leurs proches, à leurs employeurs et à leurs ambassades, c'est que ceux qui détiennent cette liaison satellite le leur ont refusé. Ils ne sont donc pas libres de leurs mouvements, mais détenus prisonniers.

Pour comprendre cette séquestration, il convient de la replacer dans son contexte.

La situation militaire

Les généraux syriens ont considéré la bataille de Homs gagnée dès le 13 février et ont rendu compte au président Bachar el- Assad qu'elle était terminée, jeudi 23 février à 19h.

La victoire n'a pas le même sens pour les civils et les militaires. Les premiers rêvent d'un retour à une vie paisible. Les seconds la proclament à la manière dont un chirurgien annonce qu'il a réussi une opération. Il n'en reste pas moins que le blessé est encore astreint à des mois de soins et à des années de rééducation. Concrètement, la fin de la bataille signifie pour eux que les rebelles sont isolés dans une zone entièrement ceinturée et ne représentent plus de danger pour le pays.

Les principales artères de la ville sont rouvertes à la circulation, mais elles sont hérissées de chicanes sur des kilomètres. Les voitures ne peuvent qu'avancer au pas en zigzaguant. La ville, vidée de la grande majorité de ses habitants, reste une ville fantôme.

La bataille de Homs s'est déroulée en trois temps : Les premiers jours, les troupes syriennes ont été empêchées d'entrer dans les quartiers rebelles par des tirs de missiles antichars, notamment des missiles Milan. Puis, les troupes syriennes ont bombardé les postes de tir anti-chars, au prix d'importantes pertes collatérales parmi leurs concitoyens, tandis que les rebelles se sont repliés dans une zone unique qu'ils se sont appropriée.

Enfin, les troupes ont ceinturé le bastion rebelle, sont entrées à l'intérieur et ont commencé à libérer chaque rue, une à une. Pour éviter d'être pris à revers, l'armée syrienne avance en ligne, ce qui ralentit sa progression.

La zone encerclée était jadis habitée par 40 000 personnes. Elle abrite aujourd'hui un nombre indéterminé de civils, surtout des vieillards qui n'ont pas pu fuir à temps, et environ 2 000 combattants de l'Armée « syrienne » libre. Derrière ce label, on trouve des groupes rivaux répartis en deux tendances principales : d'un côté les takfiristes, qui considèrent non seulement que la démocratie est incompatible avec l'islam, mais que les alaouites (dont Bachar el-Assad) sont des hérétiques et qu'ils doivent être privés de toute responsabilité politique en terre musulmane ; de l'autre côté des repris de justice qui avaient été recrutés pour renforcer la dite Armée « syrienne » libre. Ces gangs, n'étant plus payés, ont repris leur autonomie et n'ont pas la même logique que les takfiristes. La plupart des combattants étrangers ont quitté Homs avant le bouclage du bastion. ils se regroupent actuellement dans le Nord du pays, dans le district de Idlib.

L'ensemble des rebelles de Baba Amr dispose d'un stock considérable d'armes et de munitions, mais dans la situation actuelle, ils ne sont plus réapprovisionnés et finiront un jour ou l'autre par devoir se rendre – sauf, intervention militaire étrangère–. Leurs arsenaux incluent des fusils Dragunov-snipers à vision nocturne aussi bien que des mortiers de 80 et 120 mm et quantités d'explosifs. Ils ont aménagé des entrepôts dans des sous-sols et ont parfois constitué des caches d'armes dans des égouts. Contrairement à ce qui a été dit, ceux-ci sont des boyaux trop étroits pour leur permettre de circuler. De même, les tunnels qui ont été creusés à l'époque où ils disposaient de la protection de l'ex-gouverneur de Homs, ne sont plus ventilés et ne peuvent donc plus être utilisés. L'ex-gouverneur, quant à lui, s'est réfugié depuis longtemps au Qatar où il jouit paisiblement du salaire de sa trahison.

La population a soutenu un moment les rebelles, mais leur sert aujourd'hui de bouclier humain. Les civils qui veulent fuir sont abattus par des francs-tireurs. Ils n'ont aucun moyen de se révolter, d'autant que la plupart sont âgés.

On peut penser qu'à moyen terme, la division de l'Armée « syrienne » libre, l'absence de soutien

populaire, et la perte d'espoir en des renforts internationaux conduira une partie des rebelles à se rendre. Cependant, les takfiristes pourraient décider de se battre jusqu'à la mort.

Pour le moment, les rebelles empêchent les civils de fuir leur zone et dynamitent les maisons vides, au rythme d'environ une dizaine par jour. En outre des commandos, situés hors de la zone bouclée, harcèlent les campements de l'armée régulière pour la désorganiser et desserrer l'état. Ils recourent pour cela principalement à des voitures piégées, ce qui est rendu possible par la réouverture des rues, et explique le maintien des chicanes.

Baba Amr n'est pas pilonnée. Les seuls bombardements qui subsistent sont des tirs de mortiers des rebelles contre l'armée nationale.

La situation des journalistes

Les journalistes présents dans le quartier rebelle sont regroupés dans un même appartement, qualifié de « centre de presse », dont la localisation précise est inconnue.

Ils sont entrés illégalement en Syrie, alors qu'ils auraient pu solliciter et auraient tous obtenu un visa de presse, à l'exception de ceux qui ont la nationalité israélienne du fait de l'état de guerre entre les deux pays.

Leur transport à Homs a été organisé par une filière unique, soit depuis le Nord du Liban, soit depuis le Sud de la Turquie. Cette filière joue le rôle d'Office de relations publiques de l'Armée « syrienne » libre. C'est elle qui les a mis en contact avec les personnes qui les hébergent, et dont l'identité est imprécise. Vendredi 24, la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge syrien ont négocié avec l'Armée « syrienne » libre par l'intermédiaire du poste du Croissant-Rouge qui fonctionne à l'intérieur de la zone bouclée. Ils ont obtenu l'autorisation de pénétrer dans la zone avec des ambulances pour rapatrier les corps des deux journalistes morts, et pour évacuer les journalistes restants qu'ils soient blessés ou sains. Cependant, au dernier moment, les journalistes ont refusé de partir, craignant d'être victimes d'un piège tendu par les autorités de Damas. Ils ont en effet été convaincus par un de leurs collègues français qui a quitté les lieux avant le bouclage que le gouvernement syrien mettrait tout en œuvre pour les éliminer. En outre, n'ayant accès qu'aux chaînes de télévision satellitaires de l'OTAN et du CCG, ils sont persuadés que les combats dont ils sont victimes ne se limitent pas à leur quartier, mais s'étendent à toute la Syrie. Au moment de partir, les ambulances étant vides, le Croissant-Rouge syrien a été autorisé à évacuer vingt-sept civils, malades ou blessés, qui ont été transportés à hôpital al-Amine de Homs (dans la partie libérée de la ville). Le bureau londonien des Frères musulmans, connu sous l'appellation Observatoire syrien des Droits de l'homme, selon lequel les hôpitaux sont devenus des centres de torture, a fait courir la rumeur que plusieurs de ces blessés avaient été arrêtés ultérieurement par la police syrienne. Après enquête, le Croissant-Rouge a indiqué que ces imputations sont absolument fausses.

Samedi 25, la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge syrien ont demandé à l'Armée « syrienne » libre l'autorisation de rentrer à nouveau dans la zone. Présent sur place, je me suis mis à disposition des autorités pour faciliter l'extraction de mes compatriotes et de mes confrères. Les négociations ont duré plus de quatre heures. Plusieurs États, dont la France, ont été tenus informés du déroulement des événements.

Après divers rebondissements, les officiers de l'Armée « syrienne » libre ont reçu par liaison satellite l'instruction de refuser. Leurs communications cryptées avec leur hiérarchie aboutissaient à Beyrouth ou étaient relayées via Beyrouth. De facto, les journalistes sont utilisés comme des boucliers humains encore plus efficace que la population civile, les rebelles craignant un assaut final des forces syriennes.

Par conséquent, les journalistes sont désormais les prisonniers des commanditaires de l'Armée « syrienne » libre, ceux-là même que les « Amis » de la Syrie, réunis en conférence à Tunis, ont appelé à soutenir, à financer et à armer.

Thierry Meyssan est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Thierry Meyssan publiés par Mondialisation.ca](#)

[Mondialisation.ca](#), Le 26 février 2012

[voltaire.net.org](#) - 2012-02-25

4-1 Le terrorisme au nom de la « démocratie ».

Nadia Khost dénonce le cynisme de l'Occident.

L'intellectuelle Nadia Khost, figure très respectée et estimée en Syrie, est l'auteur de ce texte dense, brillant, porté par le souffle de son indignation vis-à-vis de ceux qui s'emploient aujourd'hui à détruire son pays et son indépendance.-

Silvia Cattori

Se préparant à envahir l'Irak, Bush envoyait au monde ce message menaçant : « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous ! ». Cette même dictature brutale utilise aujourd'hui ce même langage sous prétexte de promouvoir la « démocratie »

N'est-ce pas ce que signifie le « dégoût » exprimé par la représentante des États-Unis, au sujet des vétos russe et chinois ? Il n'est même pas permis à de grandes nations comme la Chine et la Russie d'avoir une vision différente de celle des États-Unis ! Quant au président français, Nicolas Sarkozy, il ne reconnaît que la seule décision occidentale légitimant l'ingérence en Syrie !

Conformément à cette vision de la « démocratie », le projet occidental a déterminé les caractéristiques de l'État Syrien qu'il veut fabriquer :

1) Il n'a pas exigé des élections qui révéleraient l'État que les citoyens Syriens acceptent et celui qu'ils refusent. Cela, malgré le fait que la nouvelle loi sur les élections a garanti le droit des représentants des candidats de surveiller les urnes du début des élections, jusqu'à l'ouverture des urnes.

2) Il ne s'est pas soucié des millions de Syriens qui ont manifesté en Syrie en criant « non à l'ingérence ! ».

Ceux qui ont suivi les manifestations savent que c'est la réponse des Syriens au projet de l'Occident et du Golfe, et aux bandes armées. Ils remarqueront également que les femmes au foyer ont participé avec ardeur à ces manifestations.

Les dirigeants occidentaux ont ignoré les choix et les volontés du peuple syrien ; ils ont fermé les yeux sur les gangs armés, même après que les observateurs de la Ligue arabe aient consigné leurs crimes.

Une première manifestation de « démocratie » donnée par le Conseil de salut national d'Istanbul [1] a consisté à frapper à coups de bâtons la délégation d'artistes et d'intellectuels et la délégation des opposants syriens de l'intérieur, à l'entrée du siège de la Ligue Arabe au Caire, parce que ces deux délégations refusaient l'ingérence extérieure dans les affaires internes de la Syrie.

Et à la suite du débat sur le dossier syrien au Conseil de sécurité de l'ONU, les partisans de ce Conseil d'Istanbul ont attaqué les ambassades syriennes au Caire, au Koweït, à Athènes, à Amman, à Berlin, à Londres. Ils ont saccagé ou pillé les locaux ; ils ont frappé le personnel qui s'y trouvait.

Quelle belle expression de « démocratie » !

D'où viennent ces « démocrates » soudainement apparus ? La rue syrienne n'a pas entendu leur voix avant mars 2011 !

Alors que nous, les Syriens de l'intérieur, nous avons critiqué la politique qui a conduit à l'économie de marché, et les responsables de cette politique. Nous avons souligné la continuité entre la politique et l'économie, et la relation entre la position politique nationale et les droits de l'Homme. Nous avons mis en garde quant aux conséquences dangereuses de la privatisation. Et nous avons affirmé que le salut de la nation passe par la garantie du secteur public.

Nous, les Syriens de l'intérieur, avons également rappelé l'œuvre de Khaled ALAZEM, l'économiste de la bourgeoisie patriotique qui, dans les années 50, avait participé à la mise en place d'un système public puissant, avec l'aide de l'Union Soviétique. Et nous avons dénoncé publiquement la tutelle exercée par certains hauts fonctionnaires, notamment les maires, et combattu l'expropriation des maisons privées.

Et à cette époque, après avoir participé à des congrès, à des réunions, ou après avoir écrit des articles, nous rentrions chez nous en toute sécurité, même après minuit. Nous allions au théâtre, à des conférences culturelles. Nous nous déplaçons entre Damas, Alep et Lattakié. Nous allions chercher l'eau pure de la source Boukein, et cueillir les coings et les pommes de Zabadani. [2]

Tandis qu'aujourd'hui, grâce aux méfaits du projet de « démocratie » occidental et Qatari, le citoyen syrien ne peut plus se rendre en voiture à Alep, car les brigands armés les mitraillent et qu'ils risquent de subir le sort des ouvriers du textile dont le car a été soufflé à l'explosif à Idleb. Ou le sort de l'ambulancier tué à Rastan. Ou le sort du médecin kidnappé à Hama. N'importe quel citoyen syrien peut être tué, pendant que ses tueurs « démocrates » le filment et reçoivent, du Qatar ou de l'Arabie Saoudite,

le salaire des images atroces qu'ils livrent à Aljazeera ou Al Arabiya [Leurs commentaires disant que ce sont les forces de Bachar el-Assad qui les ont tués. -Ndt].

La Syrie n'a jamais connu un tel mépris de l'être humain ! Et l'Occident et ses laquais du Golfe prétendent débarrasser son peuple d'une dictature ?

Pourquoi donc ne connaissions-nous pas la peur avant mars 2011 ?

Nous nous promenions sans peur. Nous allions de Damas à Lattakié, sur la route de Bloudan [la même route qui conduit à Zabadani – Ndt] embouteillée par les sorties du week-end. Nous allions nous promener à la Ghouta [les vergers autour de Damas – Ndt] durant la floraison des pêchers et subissions parfois les embouteillages sur la route de Lattakié à Damas.

Pourquoi cette « démocratie » est-elle venue semer la peur avec ses tirs, ses explosifs, nous interdisant de voyager, de sortir en excursion en fin de semaine ? Pourquoi répand-t-elle la terreur sur la route aux environs de Talkalakh, en ces lieux où des gangs de tueurs et de trafiquants d'armes peuvent à tout moment attaquer les voyageurs ?

Pourquoi les hôtels de la côte et les routes verdoyantes sont-ils maintenant désertés ? [dans le nord de la Syrie - Ndt] Pourquoi n'avons-nous plus de soirées pour agrémenter nos nuits ? Même dans le quartier paisible de Mezzé, [banlieue résidentielle de Damas – Ndt], une voiture piégée a été déminée hier.

Qui peut oser s'opposer aux bandes armées là où elles déploient leur menaçante influence ? Combien de commerçants dans la banlieue de Damas n'ont-ils pas été tués parce qu'ils ont refusé de fermer leur commerce de manière à simuler une grève générale spontanée contre le régime ?

Nous découvrons, sur les écrans télévisés, qui sont ces opposants qui, en Syrie, mettent à exécution par les armes le projet « démocratique » programmé par les pays du Golfe et l'Occident.

Voici par exemple le cas d'un Libanais qui vivait de la contrebande de marchandises vers la Syrie et qui a perdu son « travail » suite à la crise au Liban. Un autre libanais lui a alors proposé un trafic d'armes et de drogue vers la Syrie. Trois transports lui ont rapporté la somme de 20 000 livres syriennes !

Il y a de quoi méditer sur la situation de détresse, de pauvreté et d'ignorance qui conduit un homme à accepter de devenir une machine à tuer, pleine de haine. Consacrées au financement de projets constructifs, les sommes versées à des bandes armées par les pays du Golfe auraient pu arracher à la misère cette classe sociale déchue.

Aucun doute possible : ces gangs ne sont pas une « armée libre » qui se sacrifie pour sa patrie. Ce sont des criminels ; des mercenaires. A-t-on jamais vu une « armée libre » se réjouir en démembrant ses frères et sœurs, ou en les jetant dans le fleuve Oronte, têtes coupées sanguinolentes ?

A-t-on jamais vu dans l'Histoire humaine une « armée libre » faire exploser des trains, détruire des gazoducs, des oléoducs, des réseaux d'électricité, brûler les immeubles, les biens publics, piller des camions transportant du sucre, du riz ou du mazout, au détriment de son peuple ? A-t-on jamais vu une « armée libre » assassiner les techniciens, médecins, scientifiques, et professeurs d'Universités ; enlever leurs frères et sœurs pour ensuite demander à leurs pauvres parents une rançon en contrepartie de leur libération ?

A-t-on jamais vu dans l'Histoire humaine, des princes et des tyrans financer une « armée libre » patriotique ? Est-il pensable qu'une armée arabe patriotique puisse être équipée d'armes fabriquées par l'État d'Israël qui occupe le Golan syrien ? Est-il acceptable que des chaînes télévisées étrangères se consacrent à filmer et présenter des criminels d'une prétendue « armée libre » sous un angle élogieux !? Radwan Ziyadé, membre du Conseil de salut national, a demandé que le dossier Syrien soit étudié sous l'article 7 [de la Charte des Nations Unies –Ndt], qui autorise une intervention militaire étrangère contre la Syrie. Y a-t-il jamais eu des mouvements de libération dans le monde qui ont vu leurs dirigeants réclamer une intervention militaire contre leur propre pays ?

Tout au contraire, les mouvements de libération ont été créés pour empêcher l'ingérence !

Donc, le différend entre la Syrie, les dirigeants occidentaux et leurs acolytes syriens, ne porte pas sur la démocratie. Ces États, qui soutiennent les régimes tyranniques du Golfe, qui ont envahi la Lybie, qui ont commis des crimes à Abou Ghraïb, qui ont tué plus d'un million d'Irakiens, et qui garantissent l'impunité des criminels de guerre israéliens, ne défendent pas la démocratie.

Le célèbre journaliste Mohamed Hasanein Haikal nous dit : « Ce que vit le monde Arabe actuellement n'est pas un printemps, c'est un nouveau Sykes Picot pour le diviser et se partager ses richesses et ses positions stratégiques. »

Je puis en témoigner. Je fais partie des onze membres, d'horizons différents, qui ont rédigé la nouvelle loi sur les médias ; le premier résultat obtenu sur le chemin des réformes. Nous nous sommes inspirés des lois établies en Occident pour garantir le respect de la liberté de l'information qui, découvrons-nous, ne sont pas respectées par les médias occidentaux qui cachent à leurs peuples la vérité sur les événements en Syrie. Nous avons entendu des représentants des Nations Unies, et des médias égyptiens et libanais. Nos réunions étaient très animées, les différents avis s'affrontant. Nous avons su nous mettre d'accord sur la loi qui garantit le droit à l'information, l'interdiction d'emprisonnement. Et qui exige la transparence et la déclaration du financement des médias et l'interdiction d'autorisation à n'importe quel média qui serait fondé sur des bases confessionnelles ou ethniques. Et nous nous sommes mis d'accord pour que la relation avec les chaînes, les journaux et les radios ne dépende plus du Ministère de l'information, mais d'un « Conseil national de l'information à créer ».

Ce conseil a vu le jour le 20 novembre 2011. Il est composé de personnalités variées ayant une expérience dans les médias, et qui partagent l'objectif de protéger la liberté d'expression sous le toit de la patrie. Ce conseil a organisé des rencontres avec diverses personnalités médiatiques, qui ont fait part de leur expérience et de leur critique pointue de la réalité médiatique et politique, et qui ont exprimé leurs points de vue et leurs propositions. Le Conseil a pris note de tout cela pour en tenir compte dans la rédaction de la politique relative aux médias.

Dans le bâtiment où nous nous rencontrions, se réunissait aussi la commission chargée de la rédaction de la nouvelle Constitution, composée de personnalités venues de la société civile, des partis politiques ainsi que de techniciens et de spécialistes. Des articles que l'on croyait intouchables ont été complètement modifiés. Le texte de la nouvelle Constitution sera publié et soumis à référendum.

Pendant ces mois orageux, a été rendue publique la Loi sur les partis qui interdit qu'ils soient créés sur des bases religieuses, confessionnelles ou ethniques, et qui exige la transparence de leur financement. Quatre nouveaux partis ont été constitués. La loi sur les élections a déjà été publiée. Ces lois sont les bases d'une nouvelle vie politique. Pouvons-nous l'ignorer ?

Nous ne pouvons pas ignorer non plus un événement d'une grande importance : la rencontre consultative qui a réuni 200 personnalités syriennes, représentant les divers courants politiques et idéologiques, présidée par le vice-président de la République. J'y ai participé en tant qu'écrivain indépendant. Nous avons entendu des interventions que, je pense, aucune institution politique arabe dirigeante ne supporterait. Certaines ne réclamaient pas seulement la suppression de la constitution du paragraphe relatif à la gouvernance du pays par le parti Baath, mais demandaient la suppression du parti lui-même, en feignant d'ignorer ce que ce parti a apporté en matière de santé publique, d'éducation nationale et d'aide économique dont jouit le peuple syrien, sans oublier sa politique étrangère d'indépendance nationale et patriotique... en feignant aussi d'ignorer les bandes armées qui sévissent actuellement sur notre territoire !

N'importe quel politicien objectif ne peut ignorer que le parti Baath est la colonne vertébrale de la vie politique syrienne aujourd'hui, et que sa suppression ou sa dissolution entraînerait un chaos semblable à celui qu'a connu l'Union soviétique après sa chute. Ceci ne nie pas la nécessité nationale de l'épurer des opportunistes et des corrompus. Et ceci s'applique aussi aux autres partis.

Et c'est ainsi que se sont déroulées, durant les derniers mois, des réunions pour étudier les événements en Syrie, dont une réunion rassemblant environ 400 anciens diplômés de Russie et des États de l'ex-Union soviétique, dont beaucoup se sont exprimés avec extrémisme et dureté. J'ai parlé du libéralisme économique qui a créé une couche sociale pauvre que l'ingérence étrangère a instrumentalisée. J'ai critiqué les partis politiques qui se sont éloignés du peuple, le laissant aux mains des imams des mosquées. J'ai demandé la mise en jugement du ministre du tourisme, de l'ancien gouverneur de Homs, et la mise à l'écart du président de l'Union des écrivains.

Malgré tout cela, nous sommes rentrés chez nous en toute sécurité.

J'ajoute que je suis intervenue dans les congrès des écrivains, critiquant la manière de diriger le pays, les membres de cette direction, et la corruption. Nous étions de nombreux écrivains à aller dans le même sens lors du dernier Congrès des écrivains, avant les événements. Dix sept écrivains ont critiqué sans réserve les institutions politiques.

En outre, nous avons combattu l'expropriation de la rue du Roi Fayçal par la municipalité qui voulait tout démolir. Nous avons arrêté le projet. Nous avons arrêté la destruction d'un ancien quartier arabe que les Français connaissent et étudient, au cœur de la ville moderne de Damas.

Nous combattons les promoteurs, la corruption des mairies, et l'infiltration sioniste par des prix attribués à l'élite culturelle de Damas.

La lutte apparaît ainsi complexe, pas seulement reliée aux divers courants politiques, mais également aux intérêts de divers groupes, ou aux visées de certains. C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité de faire prévaloir la compétence et la loyauté à la patrie, et non pas la loyauté au parti. Les autres partis aussi – et pas seulement le parti Baath – mettent en avant la loyauté au parti.

Nous répétons le dicton : le droit ne meurt pas tant qu'on le revendique. Je crois que la démocratie se construit pierre par pierre, et ne s'importe pas.

Qu'amène aujourd'hui le projet « démocratique » de l'Occident et des pays du Golfe ? Il ne fait que rajouter à nos soucis ses bandes armées et sa guerre médiatique ! Il n'écoute pas les millions de Syriens qui crient : « non à l'ingérence ». Sa démocratie commence là : « avec nous ou contre nous. »

Parce que nous refusons cette ingérence et que nous croyons que tous les courants doivent participer à la vie publique pour la corriger, et améliorer la vie en Syrie.

L'opposition extérieure, exactement comme les bandes armées, accuse ceux qui ne sont pas d'accord avec eux, d'être à la solde du régime. Quoi que pensent ces prétendus « démocrates » des Syriens qui refusent l'ingérence étrangère et arabe, nous disons en toute franchise que les Conseils qui sont créés dans le giron de l'occupant occidental, avec l'argent qatari, sont coupés du peuple syrien.

Je n'arrive presque pas à croire qu'un intellectuel comme le chef du Conseil national d'Istanbul, ne sache pas que « couloir humanitaire » signifie intervention militaire ! Qu'il ne sache pas que le Conseil de Sécurité a décrété l'embargo contre l'Irak, mais n'a pas libéré le Liban, et n'a pas utilisé l'article 7 pour empêcher l'État d'Israël de massacrer le peuple palestinien ! Qu'il ne sache pas que les « négociations » n'ont pas amené les Palestiniens à libérer un pouce de leurs terres, et n'aboutiront jamais à la libération du Golan !

Que ces prétendus « démocrates » nous permettent de refuser un tel comportement.

Nous répétons, avec le peuple syrien : ce qui se passe en Syrie n'est pas une révolution mais crimes, chaos, et destruction d'un pays qui connaissait la sécurité. Le changement en Syrie est refusé s'il est imposé par une ingérence extérieure, et accepté s'il est obtenu par la voix des urnes.

L'attaque contre les ambassades syriennes n'est pas une action politique ; c'est l'œuvre de voyous et de malfrats.

Je répète ce que j'ai dit dans un débat télévisé : les constitutions sont modifiées pour correspondre aux évolutions des peuples, mais doivent l'être avec respect car elles font partie de la mémoire des peuples. Le changement en Syrie ne se fondera pas sur le mépris du passé et les courbettes aux dirigeants politiques extérieurs.

En tous cas, ce n'est pas l'amour de la démocratie qui fait se précipiter les princes du pétrole et les dirigeants occidentaux de l'occupation pour organiser les bandes armées, encenser la façade syrienne émigrée, et acheter les décisions de la Ligue arabe.

Cette démocratie n'est qu'un papier d'emballage trompeur, enveloppant un projet de réorganisation de la carte de la région par la force ; et qui vise à arracher la pierre syrienne du mur de la résistance arabe. Ces propositions sanglantes cachent la stratégie occidentale sioniste et protègent les crimes des bandes armées.

La séance du Conseil de sécurité sur le dossier syrien nous a montré les représentants de la trahison suprême, face à la dignité syrienne en la personne de Bachar Al Jaafari, de sa culture, son honnêteté et sa douleur.

La vraie discorde porte sur notre droit de souveraineté nationale, et notre refus de l'occupation israélienne. Un droit lié à nos traditions nationales et à notre Histoire syrienne ; que nous avons hérité de Choukri Al Asali, député de Damas au parlement turc en 1911, qui a démasqué l'infiltration sioniste en Palestine. Ceci fut l'une des raisons pour lesquelles il a été exécuté ainsi qu'une élite d'intellectuels et d'hommes politiques de la bourgeoisie syrienne.

La Palestine est dans le cœur des Syriens

Depuis le Congrès Syrien de 1920 qui a déclaré l'indépendance de la Syrie et le refus du pays sioniste - en passant par la révolution syrienne qui a donné à la Palestine Al Kassam, qui y a organisé la résistance, et fut tué en 1935, et l'insurrection simultanée syrienne et palestinienne contre l'occupation en 1936 - des Syriens se sont dévoués pour protéger la Palestine, dont Said El AAS, le penseur révolutionnaire, qui y est tombé en martyr.

La Palestine est dans le cœur des Syriens ; il n'y a pas de Syriens de la génération de l'Indépendance qui n'aient pas participé à la défense de la Palestine et il est difficile de compter les martyrs syriens en Palestine.

M. DEBJEN qui était à l'orphelinat islamique de Homs, que mon beau père a fondé, m'a raconté qu'avec deux de ses amis, il s'est engagé pour lutter contre l'occupant sioniste en 1948 ; ils étaient très jeunes, le troisième n'est pas revenu.

En 1949, le dictateur Hosni al Zaïm a déclaré qu'il nouerait des contacts avec l'État d'Israël ; le prince Adel Arslan, ministre des affaires étrangères, lui a aussitôt répondu : je ne reconnaitrai pas cet Etat et je ne rencontrerai pas son ministre des affaires étrangères et je ne permettrai à aucun fonctionnaire de mon ministère de le rencontrer. Ce sont les contacts d'Hosni al Zaïm avec Israël qui ont conduit à son assassinat.

La mémoire de chaque Syrien est pleine de noms et d'images inoubliables de la lutte arabo-israélienne. En raison de ce passé sanglant, les Syriens sont convaincus qu'Israël, en plus d'être un État raciste, est une base militaire d'occupation qui protège le projet de domination occidental dans la région, comme l'ont prouvé ses attaques agressives et expansionnistes. En tant que Syriens notre résistance à l'expansionnisme est dans notre âme ; et notre vie même est tressée autour de cette lutte. C'est ainsi que notre destin personnel est lié au destin de la Syrie, qu'on veut arracher à la résistance arabe.

Dans son discours du 4 février, l'ambassadeur de Syrie à l'ONU, M Bachar JAAFARI, a cité deux vers du poète Nizar KABBANI rappelant des certitudes profondément ancrées dans l'âme syrienne. Car Nizar KABBANI, n'est pas seulement l'enfant adulé de la bourgeoisie damascène, connu pour ses poèmes d'amour ; il a porté comme chaque Syrien, les valeurs du panarabisme ; il a écrit : « la poésie est lâche si elle n'est pas portée par la colère ». Sa colère s'adressait à ceux qui se sont précipités pour signer des accords avec Israël et aux hommes corrompus du pétrole. C'est pourquoi ses funérailles ont donné lieu à un grand hommage populaire. Un avion privé syrien envoyé par le président avait transporté sa dépouille de Londres à Damas. Les Syriens se sont emparés du cercueil et l'ont porté sur leurs épaules dans un cortège populaire que Damas n'avait plus vu depuis les funérailles de Fakhri Al Baroudi, l'homme de l'indépendance, le compositeur des hymnes que les peuples arabes se sont transmis. Les gens l'ont porté jusqu'à la mosquée des Omeyyades, le plus important monument construit par les Omeyyades à Damas ; ils ont prié et l'ont porté à nouveau sur leurs épaules jusqu'au cimetière, traversant Damas du nord au sud, à pieds, car KABBANI a mêlé sa loyauté à sa ville, à la loyauté au panarabisme. Il a incarné l'âme syrienne par sa douleur pour la Palestine, par son refus du sionisme, par son mépris des dirigeants pétroliers et par sa fierté de la civilisation syrienne.

Bachar JAAFARI a exprimé cette essence profonde lorsqu'il a cité ces deux vers du poème de Nizar : « ô Damas, trésor de mes rêves et de mes escapades, me plaindrai-je à toi de l'arabisme ou des arabes ? » Si les représentants du Qatar et de la ligue Arabe étaient cultivés, ils auraient su que la suite du poème leur rappelle qu'en trahissant la Syrie ils trahissent aussi la Palestine.

KABBANI dit dans ce poème : « Ils ont abreuvé la Palestine de rêves colorés, ils l'ont nourrie de paroles vaines et de discours, ils ont vécu en marge des événements et n'ont pas bougé pour la terre volée et l'honneur violé. Ils ont laissé Jérusalem nue à même la boue, livrant ses seins à tout venant ».

Qui sont-ils ceux là qui gaspillent l'argent et ne secourent pas la Palestine ? KABBANI les a énumérés : Ceux qui se sont baignés dans des mers de pétrole, ceux qui ont bu le sang des hommes libres ! Et leurs représentants au Conseil de sécurité siégeaient en face de JAAFARI : le Qatari et sa suite, le président de la Ligue arabe dont le fils travaille au Qatar !

Il est donc impossible d'imaginer un État syrien coupé de son Histoire et de sa mémoire ! Impossible car le peuple porte sa mémoire dans son âme ; ce ne sont pas des pages de livres d'histoire. Il y a là un fossé entre des millions de Syriens fiers de leur Histoire, et une poignée d'intellectuels inconnus avant que les médias occidentaux ne leur battent les tambours, et ne les poussent en avant comme des « représentants légaux » de la Syrie, le Qatar ayant financé leurs réunions, leurs hôtels et leurs déplacements.

L'utilisation de l'ancien drapeau dans leur réunions, imitant les Libyens à qui le Qatar a apporté des milliers de drapeaux royaux, n'est pas passé inaperçu aux yeux des Syriens.

Par contre, ceux qui l'ont brandi n'ont pas remarqué que c'est le drapeau de la résistance contre l'occupation française ; le drapeau de la souveraineté nationale ; le drapeau des Syriens qui ont combattu le sionisme et Israël ; notre drapeau que le président Chukri Al Kouatli a mis de côté en cédant son siège à NASSER, au nom de l'Unité Arabe.

La rencontre et le dialogue sont-ils possibles entre ces deux camps ? La condition du dialogue est la position envers l'Etat d'Israël et le sionisme, et vis-à-vis de l'ingérence extérieure. En Syrie, il y a des opposants honnêtes, non corrompus par l'argent du Qatar ou de l'Arabie Saoudite, n'ayant touché aucun pot de vin occidental, n'ayant pas bradé la souveraineté nationale, et ayant une position claire vis-à-vis d'Israël et du sionisme.

Ceux-là affichent leur rejet de la corruption politique et financière. Ils exigent une transparence qui, peut être, ne peut exister. Ils peuvent avoir des points de vue irréalistes, mais ils se distinguent par leur maturité politique et leur courage. Le Dr Faez FAWWAZ et Salim KHEIRBEK ont passé plus de dix ans en prison. Malgré cela, ils ne sont pas tombés dans la haine qui pousse à la vengeance, jusqu'à la destruction du pays.

De pareils opposants sont les garants de la démocratie et de la droiture ; de la souveraineté et de la protection de la société contre le fléau de la corruption. Pour ne pas répéter des erreurs comme celles qui ont conduit à ce qu'un homme corrompu, comme l'ex- gouverneur de Homs, puisse trahir son pays et fermer les yeux sur la construction d'un réseau de communication souterrain, participant ainsi à la préparation de la rébellion.

La position envers Israël, le sionisme, et l'ingérence extérieure, est pour les Syriens la condition pour le dialogue national ; c'est pourquoi le politicien Qadri JAMIL [figure de l'opposition de l'intérieur - Ndt] a annoncé : « Nous ne participerons pas à un dialogue où le Conseil d'Istanbul serait présent ». C'est ainsi que les Syriens rejettent ceux qui rencontrent la télévision israélienne, ceux qui font appel au sioniste Bernard-Henri Lévy, pour qu'il fasse en Syrie ce qu'il a commis en Lybie ; ceux qui se sentent honorés de rencontrer Clinton, Sarkozy et Juppé.

Ceci n'est pas qu'une question politique, c'est une question de conscience et de morale, et les Syriens en sont fiers.

Enfin, c'est le droit des Syriens, après avoir regardé la séance du Conseil de sécurité sur le dossier syrien, de se sentir fiers d'être plus humains, et plus cultivés, et plus démocrates que ces menteurs représentant les forces d'occupation occidentales qui ont versé le sang des Libyens, des Irakiens, des Libanais. Il est de leur droit de mépriser ces politiciens menteurs qui, hier, affirmaient que l'Irak possédait des armes de destruction massive, et qui affirment aujourd'hui que l'armée syrienne tue les civils alors que des dizaines de soldats syriens sont tués chaque jour.

Lorsque l'on compare Bachar al-ASSAD aux chefs d'États occidentaux qui, par le mensonge, dissimulent les buts de leur guerre contre les peuples, la différence est énorme. Ces derniers se moquent de la « démocratie occidentale » : SARKOZY n'a pas supporté la révolte des jeunes des banlieues et les a pourchassés, et la « démocratie » d'OBAMA n'a pas toléré les Indignés pacifiques contre la voracité capitaliste. Ce sont ces « démocrates » qui demandent aux Syriens de supporter les crimes de bandes armées !

En suivant la séance du Conseil de Sécurité, les Syriens ont vu des hommes de grande stature face à des nains. Ils ont vu des personnalités occidentales -qui n'ont probablement pas lu le « Faust » de GOETHE cité par Bachar JAAFARI- qui mentaient, sans honte aucune, devant lui. Et les représentants russe et chinois qui eux ont appuyé la Syrie par leur veto, signifiant à l'Occident colonialiste qu'il n'avait plus les mains libres pour imposer sa démocratie sanglante.

Dr Nadia KHOST 6 février 2012.

Traduit de l'arabe par Rim (le 9 février 2012) pour le site silviacattori.net.

Dr Nadia Khost, écrivaine syrienne — auteur de nombreux ouvrages, d'essais, et de nouvelles portant sur l'histoire, l'architecture, la conservation et la protection du patrimoine de la Civilisation Arabe — vit à Damas.

[1] Le Conseil de salut national a été élu par l'opposition syrienne le samedi 16 juillet 2011 à Istanbul

[2] Boukein et Zabadani sont des lieux de villégiature proches de Damas, dans les montagnes sur la route du Liban ; la vallée de Zabadani est réputée pour ses vergers.

Sources :

Nadia Khost

vendredi 10 février 2012,

[Comité Valmy](#)

<http://www.silviacattori.net/article2797.html>

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 La Croix : Jacques Bérès, un chirurgien français dans Homs assiégé.

Depuis qu'il est arrivé à Homs, il y a une vingtaine de jours, Jacques Bérès n'a pas cessé d'opérer sous les bombes, entre deux coupures d'électricité. Sur le site de l'UAM-93, il a témoigné de l'horreur des bombardements, du manque d'eau et de médicaments, de la mort de ses patients, de sa fatigue, aussi, après tant de nuits sans sommeil. « *Il voulait quitter la ville, mais il a dû renoncer tant il est dangereux de se déplacer à l'air libre* », confiait hier, non sans inquiétude, M'hammed Henniche.

Il n'a rien voulu entendre. Ni les craintes de son épouse. Ni les conseils de prudence des associations avec lesquelles il part d'habitude. Jacques Bérès, 70 ans passés, voulait depuis des mois gagner Homs, la ville rebelle pilonnée par l'armée syrienne. Début février, le chirurgien français a trouvé le bon réseau pour franchir clandestinement la frontière, éviter les contrôles, patienter dans un village, puis pénétrer au cœur de Homs malgré l'encercllement par les troupes de Damas.

« *Il veut soigner et témoigner*, résume M'hammed Henniche, responsable de l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis (UAM 93). *On a tout fait pour le dissuader de partir. Mais il a dit qu'avec ou sans nous, il gagnerait la Syrie. Alors on a fini par lui donner une lettre de mission au nom de notre association.* »

Incontrôlable. C'est aussi le souvenir qu'il a laissé chez Médecins sans frontières (MSF), dont il est l'un des cofondateurs. « *Il a la réputation d'être un risque-tout, véritable trompe-la-mort d'une grande ténacité, se souvient Rony Brauman, l'un des anciens présidents des French doctors, qui l'a croisé dans les années 1970. Chez MSF, il faisait ce qu'il voulait, ce qui est difficilement compatible avec les contraintes d'une organisation. Mais il a contribué à insuffler cet esprit d'audace et d'aventure au mouvement.* »

Un habitué des conflits

Né en 1941, fils fortuné d'un célèbre libraire, Jacques Bérès a découvert la chirurgie de guerre au Vietnam, en 1967. Dès lors, sa petite trousse médicale au bout du bras, l'homme n'a cessé d'arpenter le monde, de conflits en catastrophes. Liberia, Bangladesh, Tchad, Congo, Tchétchénie, Rwanda, Irak, Sierra Leone, Liban, Palestine... Le chirurgien prend l'habitude de désertir ses patients français pour des courtes missions, si possible au plus près des violences, perdant deux doigts au passage à la suite d'une blessure par balle. « *Face au danger, il est d'un grand calme, presque détaché* », témoigne le médecin Bernard Guillon qui l'a côtoyé à Gaza.

Depuis qu'il est arrivé à Homs, il y a une vingtaine de jours, Jacques Bérès n'a pas cessé d'opérer sous les bombes, entre deux coupures d'électricité. Sur le site de l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis, il a témoigné de l'horreur des bombardements, du manque d'eau et de médicaments, de la mort de ses patients, de sa fatigue, aussi, après tant de nuits sans sommeil. « *Il voulait quitter la ville, mais il a dû renoncer tant il est dangereux de se déplacer à l'air libre* », confiait hier, non sans inquiétude, M'hammed Henniche.

Source : [La croix](#)

5-2 Arrêtez les préparatifs de guerre ! Levez l'embargo ! Solidarité avec les peuples syrien et iranien !

Traduit par [Michèle Mialane](#)

Des dizaines de milliers de morts, une population traumatisée, des infrastructures largement détruites et un État en ruines : voilà le résultat de la guerre menée par les USA et l'Otan en Libye, afin de piller les richesses de ce pays et de pouvoir le recoloniser. Maintenant, nous assistons à des préparatifs de guerre ouvertement menés contre l'Iran et la Syrie, des pays dont l'un est riches en matières en première et l'autre important sur la plan stratégique, parce qu'ils suivent leur propre politique et refusent de se soumettre aux diktats de ces deux puissances. Une attaque de l'OTAN contre la Syrie où l'Iran pourrait conduire à une confrontation directe, aux conséquences incalculables, avec la Russie et la Chine.

Par des menace constantes de recours à la guerre, la mobilisation de troupes aux frontières iraniennes et syriennes ainsi que des actions terroristes ou des sabotages effectués par des « unités spéciales » infiltrées dans ces pays, les USA et ses alliés de l'OTAN ainsi qu'Israël les maintiennent tous deux dans

un état d'exception destiné à les mettre à genoux. Avec cynisme et un parfait mépris des êtres humains, les USA et l'UE essaient de paralyser leur commerce extérieur et les mouvements de fonds liés aux paiements. Ainsi l'on essaie volontairement de plonger les économies syrienne et iranienne dans une grave crise, qui augmentera les chiffres du chômage et détériorera lourdement l'approvisionnement de leur population. On vise en outre à ethniciser et aggraver les conflits sociaux intérieurs, à déclencher une guerre civile qui fournirait le prétexte à une intervention militaire décidée depuis longtemps. Le gouvernement allemand participe largement à cet embargo contre la Syrie et l'Iran. Nous appelons tous les citoyens, Églises, partis, syndicats, ainsi que le mouvement pacifiste à s'opposer énergiquement à cette guerre.

Nous demandons au gouvernement allemand

de lever immédiatement et sans conditions les mesures d'embargo à l'encontre de la Syrie et de l'Iran, de dire clairement que 'ils ne participeront pas à une guerre contre ces deux pays et n'autoriseront pas les USA et l'Otan à utiliser des installations militaires allemandes à des fins d'agression, de s'engager au niveau international pour qu'il soit mis fin à la politique de chantage et de menaces de guerre envers la Syrie et l'Iran.

Les peuples iranien et syrien ont le droit de décider souverainement de leur organisation politique et sociale. La maintien de la paix exige que l'on respecte scrupuleusement le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures.

Vous pouvez signer cette pétition sur <http://www.freundschaft-mit-valjevo.de/wordpress/>

Signataires

Le 6 janvier 1000 personnes avaient signé cet appel. Nous avons maintenant actualisé en partie les signatures.

Traduit par [Michèle Mialane](#)

[Voir liste ici](#)

Merci à [Tlaxcala](#)

Source: <http://www.freundschaft-mit-valjevo.de/wordpress/?p=402>

Date de parution de l'article original: 03/01/2012

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6566>

5-3 Louis Denghien : Lavrov et Clinton en 2009 : aujourd'hui, l'une rit plus jaune que l'autre...

Lavrov et Clinton en 2009 : aujourd'hui, l'une rit plus jaune que l'autre...

Ce jeudi matin 16 février, Alan Juppé rencontre à New York son homologue russe Sergueï Lavrov, « en marge d'une rencontre sur l'Afghanistan », pour tenter de lui vendre les derniers produits diplomatiques occidentaux en stock comme le « Groupe des Amis de la Syrie », les « couloirs humanitaires », sinon le déploiement de casques bleus. Y croit-il vraiment ?

On espère pour lui que non.

Renforcement de la Russie, déclin de l'OTAN

Le site plutôt sarkozyste et « libéral-occidental » Atlantico passe la parole à ce sujet à Philippe Migault, chercheur à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques) et spécialiste des relations entre Russie et Europe en matière d'armement, d'aéronautique, d'espace et d'énergie. Et Migault est formel : « Très clairement nous n'avons aucun moyen de pression sur la Russie ». Les Occidentaux, des deux côtés de l'Atlantique, explique-t-il, croient qu' »à partir du moment où Paris, Londres et Washington font les gros yeux, Moscou cède ». « Mais nous ne sommes plus à l'époque de Boris Eltsine. La Russie est de nouveau une puissance qui monte avec une santé économique certaine ».

Et Migault de rappeler que la Russie n'a pas digéré le cas libyen où « nous avons dépassé de très loin le mandat donné par les Nations-Unies ».

Atlantico pose la question d'une nouvelle guerre froide entre Occident et axe russo-chinois. Philippe Migault pense qu'une économie mondialisée ne permet pas une confrontation durable et sérieuse : en ce qui concerne les échanges commerciaux et singulièrement dans le domaine de l'énergie, dit-il, « nous avons autant besoin des Russes qu'ils ont besoin de nous ».

Et Migault fait un parallèle entre l'OTAN, « qui n'est plus qu'une structure moribonde » qui donne de la voix pour prolonger son existence – et qui n'est pas un bloc uni –, à la Russie qui étend son influence un peu partout grâce à des partenariats économiques ou militaires. L'OTAN moribonde ? Sans doute, mais une bête blessée est, on le sait, dangereuse.

Le blues syrien des « néocons »

Un peu dans le même ordre d'idées, Reuters a publié le 15 février une analyse des possibilités des Etats-Unis relativement à la crise syrienne. Possibilités dont le titre de l'article donne une idée : « Les Etats-Unis impuissants face aux violences en Syrie ». Reuters entend démontrer d'abord que sur le dossier syrien, Washington est, en dépit des déclarations sévères d'Obama et de Clinton, nettement en retrait par rapport à Paris ou Ankara, au discours – et aux mesures – beaucoup plus agressifs. C'était déjà le cas, après tout, pour la Libye où c'est Sarkozy et Cameron qui se sont chargés de l'essentiel du « sale boulot ». Interrogé à ce sujet, Steven Heydemann, spécialiste de la Syrie à l'Insitute of Peace, une fondation américaine créée et financée par le Congrès américain, estime que la stratégie de Washington vis-à-vis de Damas, c'est « trop peu trop tard » et que cette hésitation, à l'en croire, « crée des tensions croissantes au sein de l'administration Obama ».

Bien sûr, Heydemann peut exprimer l'impatience des néocons qui aimeraient en découdre avec Damas comme ils le firent, en d'autres temps, avec Bagdad. Mais il semble que l'embarras de l'administration Obama soit cependant réel : comment continuer une escalade verbale sans passer à l'acte ? Et comment passer à l'acte à l'approche d'une élection présidentielle difficile ? Reuters l'écrit en toutes lettres : « Pour l'administration Obama, le dilemme reste entier : comment soutenir les opposants syriens sans créer des problèmes supplémentaires dans une région si sensible, en pleine tension sur le nucléaire iranien et à l'approche de l'élection présidentielle américaine » ?

Oui, comment ? Reuters pose la question cette fois à Mona Yacoubian, une autre spécialiste d'un autre think-tank américain, le Simpson Center. La réponse, d'un point de vue « otanesque », n'est guère encourageante : « La vérité, aussi dure à admettre soit-elle, c'est que nous n'avons pas beaucoup d'options réalistes à notre disposition » constate Mona Yacoubian qui dresse un rapide état des options disponibles :

-Des sanctions économiques supplémentaires ne seraient pas adaptées « car elles mettraient du temps à produire de l'effet alors que des massacres se déroulent quotidiennement (sic, notre spécialiste est elle aussi de la mouvance néocon) ».

-Alors une intervention militaire ? Selon Mona Yacoubian, le Pentagone ne veut pas en entendre parler « en raison de la complexité de la situation en Syrie », où les divisions religieuses et ethniques mais aussi la « forte urbanisation » ne faciliteraient pas l'action des « boys ». Et Mona Yacoubian ajoute à ces difficultés, le déficit de « cohérence interne » de l'opposition, « et en particulier de l'ASL », qui « suscite pour l'instant plus de questions que de réponses » : bref, il semble qu'on soit inégalement convaincu par l'efficacité et la représentativité de l'ASL de part et d'autre de l'Atlantique !

Reuters indique cependant que du côté des Républicains, on est moins « mou du genou » que l'administration Obama et les Démocrates, citant la surenchère belliciste du sénateur John McCain, challenger malheureux d'Obama en 2006.

Mais pour l'heure, il ne reste donc aux Américains que la carte d'une négociation difficile avec les Russes : Reuters cite un « ancien officiel américain » selon qui 'administration Obama chercherait à convaincre l'opposition radicale syrienne d'accepter une médiation de Moscou visant à établir un cessez-le-feu, préalable à l'organisation d'élections. Mais comme le note l'agence anglo-saxonne en conclusion, il est douteux que ces manœuvres convainquent les Russes d'abandonner leur allié syrien.

La tendance serait donc plus que jamais, chez les atlantistes des deux bords de l'Atlantique, au « blues post-Conseil de sécurité ».

De fait, ça ne rigole plus guère...

(blog J.Tourtaux)

Louis Dénghien, le 16 février 2012

<http://www.infosyrie.fr/re-information/quelques-avis-autorises-sur-la-solidite-de-la-russie-et-limpuissance-des-occidentaux/>

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Michel Chossudovsky : La prochaine guerre « humanitaire » de l'OTAN?

Introduction

Afin de faciliter l'action de forces libératrices, [...] un effort particulier devrait viser l'élimination de certains individus clés [...] dans les débuts du soulèvement et de l'intervention [...]

Une fois qu'une décision politique a été prise de semer l'agitation en Syrie, la CIA et le SIS (MI6) tenteront d'organiser en sol syrien des incidents mineurs, du sabotage et des coups de main (sic), en travaillant en collaboration avec des individus [...] Les incidents ne devraient pas se concentrer à Damas [...]

De plus : « un important degré de peur [...] des incidents et des affrontements frontaliers (mis en scène) [...] fourniraient un prétexte à une intervention [...] La CIA et le SIS [MI6] devraient utiliser leurs aptitudes sur le plan psychologique et sur le terrain pour augmenter la tension. » (Document conjoint divulgué des services de renseignement des États-Unis et du Royaume-Uni, Londres et Washington, 1957)

Les mensonges médiatiques et la propagande gouvernementale présentent les événements en Syrie comme un « mouvement de protestation pacifique ».

Les « manifestations » ne sont pas issues de clivages politiques internes tels que décrits par les médias dominants. Depuis le tout début ils sont le résultat d'une opération clandestine du renseignement des États-Unis et de l'OTAN visant à déclencher le chaos social, dans le but de discréditer tôt ou tard le gouvernement de Bachar Al-Assad et de déstabiliser la Syrie en tant qu'État nation.

Depuis la mi-mars 2011, des groupes islamistes armés, appuyés clandestinement par les services de renseignement étasunien et israélien, ont mené des attaques terroristes contre des édifices gouvernementaux, incluant des incendies. Des tireurs professionnels et embusqués, dont des mercenaires, ont ciblé les policiers, les forces armées, ainsi que des civils innocents. Ces faits sont amplement documentés. Tel que souligné dans le rapport de la mission d'observation de la Ligue arabe, il existe des preuves abondantes démontrant que ces groupes armés ont tué des civils.

Alors que l'armée et le gouvernement syriens ont une lourde responsabilité, il convient de souligner le fait que ces actes terroristes, incluant le meurtre délibéré d'hommes, de femmes et d'enfants, font partie d'une initiative des États-Unis de l'OTAN et d'Israël consistant à appuyer, entraîner et financer une « entité armée » opérant en Syrie.

Selon des reportages, les preuves confirment que des agents du renseignement étrangers ont intégré les rangs des rebelles.

Au moment où l'agitation et les meurtres s'intensifient dans l'État arabe en effervescence, **des agents du MI6 et de la CIA sont déjà en Syrie pour évaluer la situation**, a révélé un représentant de la sécurité. **Des forces spéciales discutent par ailleurs avec des soldats syriens dissidents.** Ils veulent savoir de quelles armes et de quels équipements de communication les forces rebelles auront besoin si le gouvernement décide de les aider.

« Le MI6 et la CIA sont en Syrie pour s'infiltrer et obtenir la vérité », a déclaré une source bien placée. « Nous avons le SAS et le SBS tout près qui désirent savoir ce qui se passe et vérifient de **quel équipement les soldats ont besoin.** » ([Syria will be bloodiest yet](#), Daily Star). (C'est l'auteur qui souligne)

L'Armée syrienne liber (ASL) est une création des États-Unis et de l'OTAN. Le but de cette insurrection armée est de déclencher une réaction de la police et des forces armées, incluant l'emploi de chars d'assaut et de véhicules blindés afin de justifier tôt ou tard une intervention militaire, en vertu du mandat de « responsabilité de protéger » de l'OTAN.

Une intervention menée par l'OTAN est à l'étude. Elle a été ébauchée avant le début du mouvement de protestation en mars 2011. Selon des sources de l'armée et du renseignement, l'OTAN, la Turquie et l'Arabie Saoudite discutent de « la forme que prendrait cette intervention ».

Des agents des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Turquie fournissent des armes aux rebelles. Le ministère de la Défense britannique confirme pour sa part qu'il « élabore des plans secrets pour une zone d'exclusion aérienne sous l'égide de l'OTAN [en coordination avec ses alliés], mais qu'il doit d'abord obtenir l'appui du Conseil de sécurité des Nations Unies. ([Syria will be bloodiest yet](#), Daily Star). Selon ces plans confidentiels, « le combat en Syrie pourrait être plus important et plus sanglant que celui contre Kadhafi ». (*Ibid.*)

On envisage une intervention militaire « humanitaire » calquée sur celle de la Libye. Les Forces spéciales de l'OTAN britanniques, françaises, qataries, et turques sont déjà sur le terrain en Syrie, en violation flagrante du droit international. Des reportages de sources militaires britanniques confirment :

« **Des forces spéciales britanniques ont rencontré des membres de l'Armée syrienne libre (ASL)** [...] Le but apparent de ce contact initial était d'évaluer la puissance des rebelles et d'ouvrir la voie à toute opération future de formation [...] Des reportages plus récents ont révélé que **les forces spéciales britanniques et françaises entraînent activement les membres de l'ASL sur une base en Turquie**. D'autres reportages indiquent que des formations ont lieu en Libye ainsi qu'au nord du Liban. **Des agents britanniques du MI6 et du personnel de l'UKSF (SAS/SBS) entraîneraient des rebelles pour la guérilla urbaine** et leur fourniraient des armes et de l'équipement. Des agents de la CIA et des forces spéciales étasuniens assisteraient quant à eux les rebelles en matière de communications. » ([Elite Forces UK](#), 5 janvier 2012 (C'est l'auteur qui souligne))

Le contexte sociopolitique en Syrie

Il existe certainement de bonnes raisons à l'origine des troubles sociaux et des manifestations de masse en Syrie : le chômage s'est accru ces dernières années, les conditions sociales se sont détériorées, particulièrement depuis l'adoption en 2006 de réformes économiques radicales sous la direction du FMI. Celles-ci comprennent des mesures d'austérité, un gel des salaires, la déréglementation du système financier, la privatisation et des réformes commerciales. (Voir le site du FMI — [IMF Article IV Consultation Mission's Concluding Statement](#), 2006).

Par ailleurs, il y a de sérieuses divisions au sein du gouvernement et de l'armée. Le cadre politique populiste du parti Baath s'est grandement érodé. Une des factions de l'élite dirigeante a épousé l'agenda néolibéral et l'adoption de la « médecine économique » du FMI a servi à enrichir l'élite économique. Les factions pro-étasuniennes se sont également développées dans les échelons supérieurs de l'armée et du renseignement syriens.

Mais le mouvement « pro-démocratie » intégré par les islamistes et appuyé par l'OTAN et la « communauté internationale » n'émane pas du soutien de la société civile syrienne.

La vague de manifestations violentes représente une infime fraction de l'opinion publique syrienne. Il s'agit d'actes terroristes de nature confessionnelle qui n'abordent aucunement les questions plus vastes des inégalités sociales, des droits civiques et du chômage.

La majorité de la population syrienne (incluant les opposants du gouvernement Al-Assad) n'appuient pas le « mouvement de protestation » caractérisé par une insurrection armée. En réalité, c'est plutôt le contraire.

Ironiquement, malgré sa nature autoritaire, le gouvernement du président Bachar Al-Assad jouit d'un appui populaire considérable et les grands rassemblements en faveur du gouvernement le confirment.

La Syrie constitue le seul État laïque indépendant (subsistant) dans le monde arabe. Sa base populiste, anti-impérialiste et laïque héritée du parti Baath dominant intègre les musulmans, les chrétiens et les druzes, et appuie la lutte du peuple palestinien.

L'objectif ultime de l'alliance des États-Unis et de l'OTAN est de déplacer et de détruire l'État syrien laïque et finalement de remplacer le gouvernement de Bachar Al-Assad par un territoire régi par un cheik, une république islamique pro-étasunienne ou une « démocratie » pro-étasunienne conciliante.

L'insurrection : le modèle libyen

Les caractéristiques de l'insurrection en Syrie sont semblables à celle de la Libye : elle est intégrée par des brigades paramilitaires affiliées à Al-Qaïda, lesquelles sont directement appuyées par l'OTAN et la Turquie.

Des reportages confirment que le haut commandement de l'OTAN et de la Turquie fournissent des armes aux rebelles et les entraînent : « Les stratèges de l'OTAN pensent davantage à délivrer des quantités importantes de roquettes antichars et antiaériennes, des mortiers et des mitrailleuses lourdes dans les centres où ont lieu les manifestations afin de repousser les forces armées gouvernementales. » ([DEBKAFfile](#), NATO to give rebels anti-tank weapons, 14 août 2011)

« Des sources militaires confirment par ailleurs que des rebelles syriens s'entraînent avec des officiers militaires turcs au maniement des nouvelles armes dans des installations improvisées sur des bases turques près de la frontière syrienne. » ([DEBKAFfile](#), *Ibid.*) Des reportages récents confirment que des forces spéciales britanniques et qataries sont sur le terrain dans la ville de Homs, qu'elles sont impliquées dans la formation des forces rebelles et organisent la réserve d'armes en collaboration avec l'armée turque.

Comme ce fut le cas en Libye, l'Arabie Saoudite achemine un soutien financier aux forces rebelles syriennes : « Ankara et Riyad fourniront aux mouvements anti-Assad d'importantes quantités d'armes et des fonds, qui seront introduits clandestinement en Syrie. Le déploiement de troupes saoudiennes et du Conseil de coopération du Golfe au sud de la Syrie est par ailleurs envisagé en coordination avec la Turquie. (*Ibid.*)

Les activités de l'OTAN ne se limitent pas à la formation des rebelles et à la livraison de systèmes d'armes. On songe au recrutement de milliers de « combattants de la liberté », rappelant l'enrôlement des moudjahidines pour faire le djihad (guerre sainte) de la CIA au paroxysme de la guerre soviéto-afghane :

Ce recrutement de moudjahidines faisait partie de la stratégie de l'OTAN en Libye, où l'on envoyait les forces mercenaires se battre sous la direction de l'« ancien » commandant du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) Abdel Hakim Belhadj.

Le modèle libyen de forces rebelles intégrées par les « brigades islamiques » aux côtés de l'OTAN a été appliqué à la Syrie, où sont déployés des « combattants islamistes » appuyés par le renseignement occidental et israélien. À cet égard, la brigade du GICL dirigée par Abdel Hakim a été envoyée en Syrie, où elle est impliquée dans des actes terroristes sous la supervision des forces spéciales de l'OTAN.

Le rôle central de l'ambassadeur des États-Unis Robert S. Ford

L'ambassadeur étasunien Robert S. Ford a été envoyé à Damas à la fin janvier 2011, au plus fort du mouvement de protestation en Égypte. (L'auteur était à Damas le 27 janvier 2011 lorsque l'envoyé de Washington a présenté ses lettres de créance au gouvernement Assad.)

Au début de ma visite en Syrie en janvier 2011, j'ai réfléchi à la signification de cette nomination politique et au rôle qu'elle pourrait jouer dans un processus clandestin de déstabilisation politique. Je n'ai toutefois pas anticipé que ce programme de déstabilisation serait implanté à peine deux mois après

l'entrée en fonction de Robert S. Ford à titre d'ambassadeur des États-Unis en Syrie.

Le retour d'un ambassadeur des États-Unis à Damas, plus précisément le choix de Robert S. Ford à ce poste, est directement lié à naissance du mouvement de protestation contre le gouvernement de Bachar Al-Assad à la mi-mars.

Robert S. Ford était l'homme de la situation. En tant que « numéro deux » à l'ambassade étasunienne de Bagdad (2004-2005), sous la direction de John D. Negroponte, il a joué un rôle clé dans l'implantation de l'« Option Salvador en Irak ». Celle-ci consistait à appuyer des escadrons de la mort irakiens et des forces paramilitaires calquées sur l'expérience de l'Amérique centrale.

Il convient de noter que le chef de la CIA nouvellement nommé par Obama, le général David Petraeus, a influencé de manière décisive l'organisation d'un soutien clandestin aux forces rebelles et aux « combattants de la liberté », ainsi que l'infiltration des forces armées et du renseignement syriens, etc. À l'ambassade des États-Unis à Bagdad en 2004, en coordination avec John Negroponte et Robert S Ford, Petraeus a dirigé le programme de « contrinsurrection » Multi-National Security Transition Command (MNSTC) (Commandement multinational pour la transition de la sécurité en Irak).

Le rôle insidieux des médias occidentaux

Le rôle de l'alliance militaire des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël dans l'éclatement de l'insurrection armée n'est pas abordé par les médias occidentaux. En outre, plusieurs « voix progressistes » ont accepté aveuglement le « consensus de l'OTAN ». Le rôle des opérations clandestines de renseignement de la CIA et du MI6 dans le soutien des groupes armés n'est tout simplement pas mentionné. Selon certains reportages, des groupes paramilitaires salafistes impliqués dans des actes terroristes sont appuyés clandestinement par le renseignement israélien (Mossad). Les Frères musulmans sont soutenus par la Turquie ainsi que le MI6, les Services secrets britanniques (SIS), depuis les années 1950.

De manière plus générale, les médias occidentaux ont induit l'opinion publique en erreur quant à la nature du mouvement arabe de contestation en n'abordant pas l'appui du département d'État des États-Unis et des fondations étasuniennes (dont le National Endowment for Democracy (NED)) à des groupes d'oppositions pro-étasuniens.

Fait connu et documenté, le département d'État des États-Unis « finance des opposants du président Bachar al-Assad depuis 2006 ». ([U.S. admits funding Syrian opposition - World - CBC News](#) 18 avril 2011.)

Les médias ont maintenu que le mouvement de contestation en Syrie faisait partie intégrante du « printemps arabe » et l'ont présenté à l'opinion publique comme un mouvement de contestation pro-démocratie s'étant propagé spontanément de l'Égypte et du Maghreb au Machreq. Il y a tout lieu de croire cependant que les événements en Syrie ont été planifiés longtemps à l'avance en coordination avec le processus de changement de régime dans d'autres pays arabes, incluant l'Égypte et la Tunisie.

L'éclatement du mouvement de protestation au sud de la ville frontalière de Daraa a été soigneusement prévu pour suivre les événements en Tunisie et en Égypte.

Les médias ont décrit en chœur les événements en Syrie comme un « mouvement de protestation pacifique » contre le gouvernement de Bachar al-Assad, alors que les preuves confirment amplement que des groupes islamistes armés sont impliqués dans des actes terroristes. Ces mêmes groupes islamistes ont infiltré les manifestations.

Les déformations médiatiques abondent. D'importantes manifestations progouvernementales sont simplement présentées comme « preuves » (des photographies entre autres) de l'existence d'un mouvement de contestation antigouvernemental. Les reportages sur les pertes sont basés sur des témoignages non confirmés de « témoins oculaires » ou des sources de l'opposition syrienne en exil.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, situé à Londres est cité à profusion par les médias occidentaux comme une « source fiable », avec les mises en garde habituelles. Les médias israéliens, tout en évitant la question d'une insurrection armée, reconnaissent tacitement que les forces syriennes sont confrontées à un groupe paramilitaire professionnel organisé.

L'absence de données vérifiables n'a pas empêché les médias occidentaux d'avancer des « chiffres officiels » quant au nombre des victimes. Quelles sont les sources de ces données? Qui est responsable de ces pertes?

Carrefour dangereux : Vers une guerre élargie du Moyen-Orient et de l'Asie centrale

L'escalade fait partie intégrante du programme militaire. La déstabilisation d'États souverains par des « changements de régime » est étroitement coordonnée avec la planification militaire. Il existe une feuille de route militaire caractérisée par une succession de théâtres de guerre des États-Unis et de l'OTAN.

Les préparatifs de guerre pour attaquer la Syrie et l'Irak sont à un « stade de préparation avancé » depuis plusieurs années.

Les planificateurs des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël ont tracé les grandes lignes d'une campagne militaire « humanitaire », dans laquelle la Turquie (la deuxième plus grande force militaire au sein de l'OTAN) jouerait un rôle central.

Nous sommes à un carrefour dangereux. Si une opération militaire des États-Unis et de l'OTAN était lancée contre la Syrie, le vaste territoire qui s'étend du nord de l'Afrique aux frontières de l'Afghanistan et du Pakistan bordant la Chine, soit la région Moyen-Orient et de l'Asie centrale, serait engouffré dans le bouleversement d'une guerre régionale élargie.

Il y a actuellement quatre théâtres de guerre distincts : l'Afghanistan et le Pakistan, l'Irak, la Palestine et la Libye.

Une attaque contre la Syrie mènerait à l'intégration de ces théâtres de guerres indépendants et conduirait tôt ou tard à une guerre élargie au Moyen-Orient et à l'Asie centrale.

Le chemin qui mène à Téhéran passe par Damas. Une guerre sous l'égide des États-Unis et de l'OTAN contre l'Irak impliquerait comme première étape une campagne de déstabilisation (« changement de régime ») comportant des opérations clandestines de renseignement en appui à des forces rebelles contre le gouvernement syrien.

Une guerre contre la Syrie pourrait évoluer en campagne militaire des États-Unis et de l'OTAN contre l'Irak, dans laquelle la Turquie et Israël seraient directement impliqués. Elle contribuerait également à la déstabilisation en cours du Liban.

Il est crucial de faire passer le message et de briser les réseaux de la désinformation médiatique.

Une vision critique et impartiale des événements actuels en Syrie est d'une importance cruciale afin d'inverser le cours de l'escalade militaire vers une guerre régionale élargie.

Michel Chossudovsky,

Montréal, le 11 février 2012

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Traduction Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

Le 17 février 2012

Michel Chossudovsky est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

[Articles de Michel Chossudovsky publiés par Mondialisation.ca](#)

Article original en anglais publié le 11 février : [SYRIA: NATO's Next "Humanitarian" War?](#)

6-2 Pierre Khalaf : Le double veto russo-chinois inaugure un nouvel ordre mondial.

« Si l'Occident veut un nouveau scandale pour lui-même au Conseil de sécurité alors nous ne pouvons pas l'arrêter », avait dit le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, avant la réunion de l'Onu sur la Syrie, samedi 4 février. Le « scandale » a finalement eu lieu et l'Occident a

reçu une double gifle, russe et chinoise, avec les deux vétos mis par les deux pays au projet de résolution arabo-occidental contre la Syrie.

Une fois de plus, l'Occident, qui ne veut pas croire que le temps de la direction unilatérale des affaires de ce monde est révolu, a tenté de jouer au malin. Les Etats-Unis et leurs alliés ont introduit au texte initial certains amendements voulus par la Russie. Mais entre les lignes, les experts russes ont découvert un piège permettant de rééditer en Syrie la triste expérience libyenne. C'est-à-dire qu'à travers une résolution floue et élastique, votée à l'origine pour la création d'une zone d'exclusion aérienne, l'Otan est passé à une opération de type classique qui s'est achevée par le renversement du régime du colonel Mouammar Kadhafi. L'ambassadeur de Russie aux Nations unies, Vitaly Tchourkine, a révélé que le projet résolution sur la Syrie faisait référence à l'article 42 de la Charte de l'Onu, qui permet un recours à la force militaire.

Ultimes pressions médiatiques

Les rêves de tous les comploteurs contre Damas se sont donc brisés contre les vétos russe et chinois. Pourtant, l'alliance occidentale et ses alliées arabes et de l'opposition syrienne avait lancé une vaste opération de manipulation médiatique dès vendredi soir, pour exercer de fortes pressions morales et politiques sur la Russie et la Chine : les télévisions satellitaires des pétromonarchies du Golfe ont passé en boucle des images de dizaines de cadavres, affirmant que l'armée syrienne avait commis un véritable massacre en bombardant Homs.

C'était peine perdue, car toute cette coalition n'a pas compris que la décision de la Russie et de la Chine de s'opposer aux plans occidentaux en Syrie était stratégique et visait à mettre un terme, une fois pour toute, à l'hégémonie impérialiste. Le double véto, le deuxième en quatre mois, jette les bases d'un nouvel ordre mondial, où les pays émergents refusent d'être sous la coupe des Etats-Unis et d'un Occident décadent, incapable d'honorer ses dettes et autres engagements financiers.

Les autorités syriennes ont démenti les allégations de l'opposition, affirmant que les images montrées sont celles de citoyens enlevés et exécutés par les groupes armés (il y a à Homs 400 disparus). De nombreuses familles de personnes enlevées ont d'ailleurs reconnu sur les images les corps de leurs proches assassinés.

Au lendemain du double véto, l'Occident a lancé une campagne hystérique de dénigrement contre Moscou et Pékin. Mais les deux capitales ont réaffirmé leur attachement à leur position. Le secrétaire d'Etat russe aux Affaires étrangères, Gennady Gatilov, a assuré que l'Occident n'avait pas fait assez pour trouver une résolution acceptable par la Russie.

Même déception du côté des monarchies du Golfe, notamment du Qatar. L'éditorial du quotidien syrien Al-Baas, a présenté avec plein de sarcasme ses « condoléances aux comploteurs contre la Syrie, notamment aux émirats du pétrole », pour l'échec de leur plan.

Malgré cette défaite diplomatique cuisante, l'Occident ne lâche pas prise. Nicolas Sarkozy mijote l'idée d'un « rassemblement des amis de la Syrie », et Hillary Clinton jure qu'elle « assèchera les sources de financement syriennes pour l'achat d'armement ». La Russie, elle, dépêche Serguei Lavrov et le chef des renseignements extérieurs à Damas, mardi, pour s'entretenir avec le président syrien Bachar al-Assad. Pendant ce temps sur le terrain, l'armée syrienne a asséné un coup sérieux aux extrémistes armés en nettoyant la vallée Barada, à 20 kilomètres à l'ouest de Damas.

Au Liban, des unités hélicoptères de l'armée ont été déployées dans les zones frontalières avec la Syrie pour freiner le mouvement de trafic d'hommes et d'argent entre mes deux pays. Le Liban est devenu la principale base arrière des insurgés syriens armés qui harcèlent les troupes régulières.

Source : [Tendances de l'Orient](#)

Pierre Khalaf

mardi 7 février 2012, par

[Comité Valmy](#)

6-3 Julie Lévesque : L'Armée syrienne libre, représentant légitime du peuple syrien?

Alliant la désinformation à l'absurde dans la saga syrienne, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) [s'apprêterait aujourd'hui](#), selon la Saudi Gazette, à reconnaître l'Armée syrienne libre comme le seul et unique représentant du peuple syrien. Un groupe paramilitaire non élu à l'origine d'une insurrection armée serait ainsi désigné par un ensemble de monarchies étrangères comme représentant légitime d'un peuple pro-démocratie. Bienvenue au théâtre de l'absurde.

Le CCG est constitué de six pétromonarchies, loin des idéaux démocratiques qu'elles exigent pourtant de la République syrienne, une monarchie étant, par définition, antidémocratique. L'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar sont des régimes répressifs mal placés pour donner des leçons de bienséance au dirigeant syrien. Mais comme ces régimes autocratiques sont les alliés de Washington et Cie, leur nature est ignorée et leurs réprimandes envers Bachar Al-Assad, un représentant élu, sont les bienvenues.

La Syrie, tout comme la Libye l'an dernier, est aux prises avec une insurrection armée financée et organisée par l'étranger, drapée dans des idéaux de révolte pacifique et démocratique afin de galvaniser en Occident un appui populaire à une intervention militaire de l'OTAN. Même si cette pratique courante de révolte fabriquée et de désinformation médiatique a été dénoncée et prouvée à maintes reprises dans les médias indépendants, elle fonctionne toujours grâce aux médias *mainstream* qui persistent à présenter des groupes armés jusqu'aux dents comme des « militants pro-démocratie qui ont besoin d'aide ».

Le but de ce genre d'opération est de créer un problème qui amènera une « solution » voulue. L'Occident, surtout Washington, veut se débarrasser de l'actuel dirigeant syrien. Pour qu'une intervention militaire en Syrie se transforme en « intervention humanitaire » investie de légitimité, elle doit être réclamée par la « communauté internationale ». Pour ce faire, il faut que les Syriens aient « besoin d'aide », comme les Libyens avant eux, et que les « pays civilisés et démocratiques » se fasse un devoir de les « protéger », avec les conséquences désastreuses que l'on connaît : de nombreuses victimes civiles, des infrastructures anéanties, des dirigeants fantoches à la solde de Washington et des dettes pour la reconstruction du pays.

Fabrication de l'appui populaire à l'insurrection et à l'OTAN

Les médias jouent un rôle clé dans la fabrication du consensus populaire. Cet article intitulé « [Syrie: intervenir ou pas?](#) », paru dans le quotidien canadien La Presse le 2 février dernier, est un exemple classique de désinformation et de fabrication de l'opinion publique :

Après 10 mois d'horreur à huis clos, la Syrie dérive à la vitesse grand V vers la guerre civile. Au début du conflit, on y comptait de 5 à 10 morts par jour. Aujourd'hui, c'est de 50 à 100! Plus de 5000 personnes ont déjà été tuées depuis le début du soulèvement. C'est, de loin, le chapitre le plus sanglant de tout le Printemps arabe. (Agnès Gruda, [Syrie: intervenir ou pas?](#), La Presse, 2 février 2012.)

D'abord, on nous balance 5000 morts à la figure comme s'il s'agissait d'un fait. Rien n'est moins sûr. Ces données [proviennent de l'ONU](#) qui a affirmé à maintes reprises qu'elles étaient approximatives, qu'il était [impossible de les vérifier indépendamment](#) et qu'elles provenaient de groupes d'opposants.

Par ailleurs, l'auteur donne l'impression que toutes ces morts sont imputables au régime, ignorant totalement les exactions commises par l'insurrection armée, [rapportées](#) par les médias indépendants. Pour nous convaincre que cet article offre différents points de vue sur la question, on cite « les arguments des uns et des autres », qui incidemment, sont tous affiliés à des groupes étasuniens dont le but est de promouvoir les intérêts étasuniens et qui sont reconnus pour leur propagande.

«Nous avons la responsabilité morale de protéger la Syrie» écrit Shadi Hamid, directeur de recherche au centre de recherche américain **Brookings**.

En fournissant une aide militaire aux opposants syriens, Washington accélérerait la chute du régime Assad et gagnerait une influence auprès des prochains leaders de ce pays stratégique, plaide Jeffrey White, du **Washington Institute for Near East Policy**. Il s'agit d'un groupe de réflexion influent où **siègent les anciens secrétaires d'État Henry Kissinger et George Shultz**.

Il convient de rappeler qu'Henry Kissinger est accusé de complicité dans le coup d'État chilien, ayant porté Augusto Pinochet au pouvoir, et de crimes de guerre pour son rôle dans la guerre du Vietnam.

Parmi les « anti-interventionnistes », on cite des représentants du **Council on Foreign Relations**, de **Foreign Policy** et de l'**International Crisis Group**, où l'on trouve entre autres l'un des stratèges à l'origine d'Al-Qaïda, Zbigniew Brzezinski. De surcroît, dire qu'ils s'opposent à l'intervention est faux. Il serait plus juste de dire qu'ils ne croient pas qu'une telle intervention aurait le résultat escompté : Ed Hasain met aussi en garde ceux qui s'imaginent qu'un nouveau régime à Damas serait automatiquement plus « gentil » envers les États-Unis et Israël, et plus hostile à l'égard de l'Iran. Penser cela, «c'est une folie» [...]

Autre argument massue des «anti»: on ne voit pas très bien quelle forme une telle intervention pourrait prendre.

Les appels à une intervention militaire étrangère sont «mal définis», renchérit Peter Harling, de l'International Crisis Group. Il souligne que c'est l'intransigeance destructrice du régime Assad qui pousse ses opposants à appeler à l'aide. Mais une intervention étrangère risquerait selon lui de provoquer «une régionalisation du conflit qui pourrait être plus coûteuse» que les affrontements actuels.

Aucune mention de l'illégalité d'une telle intervention. Cette « opposition » n'en est pas une. L'article ne cite aucun militant anti guerre, réellement « anti », avec une position et des arguments réellement « massues ». Par comparaison, on pourrait prendre l'exemple d'un opposant au commerce de la fourrure dont l'argument massue serait : « la fourrure, c'est trop cher ». Mais surtout, on nous présente, malgré les apparences de neutralité, un seul côté de la médaille, une seule vision du monde où l'on doit chasser le gouvernement syrien du pouvoir et y installer les opposants.

L'Armée syrienne libre : l'éléphant dans la pièce

Pendant la mission de la Ligue arabe, les médias ont martelé que 400 Syriens étaient morts depuis leur arrivée.

Le Monde (France) : [400 morts en Syrie depuis le début de la mission de la Ligue arabe](#)

Businessweek (États-Unis) : [400 Syriens tués depuis l'arrivée de la mission de la Ligue selon un officiel de l'ONU](#)

La Presse (Canada) : [400 civils tués depuis l'arrivée des observateurs en Syrie](#)

La représentante des États-Unis à l'ONU, Susan Rice a dû expliquer ces données en point de presse peu après les attentats de décembre et janvier dernier.

Reporter : Vous avez parlé de 400 décès depuis l'arrivée des observateurs de la Ligue arabe en Syrie. Un grand nombre d'entre eux peuvent être attribués aux attaques terroristes et durant la même période nous avons également vu l'ascension de l'Armée syrienne libre, plus active. **Croyez-vous qu'il est juste de blâmer uniquement le gouvernement Assad pour l'escalade de violence?**

Susan Rice : [J]e faisais référence aux **données que le Vice-secrétaire général adjoint [de l'ONU B. Lynn] Pascoe** [des États-Unis] a cité dans ses séances d'information. J'ai cru comprendre qu'il ne parlait pas des pertes de vies occasionnées par les attaques terroristes, mais des **données que l'ONU**, comme vous savez, a citées de manière progressive et qui **dépassent maintenant 5000 personnes** [...] (Susan E. Rice, U.S. Permanent Representative to the United Nations, U.S. Mission to the United Nations, [Security Council Stakeout and Press Availability](#), New York City, 10 janvier 2012.)

Mme Rice ignore remarquablement la question touchant à la responsabilité de l'Armée syrienne libre dans l'escalade de la violence. Cette question, tout à fait pertinente, n'a pas été soulevée ailleurs dans les médias.

Dans le cas de la l'Armée syrienne libre, on assiste à un *remake* tout aussi sanglant de l'histoire des [Contras du Nicaragua](#), des moudjahidines d'Afghanistan, de l'Armée de libération du Kosovo, des rebelles haïtiens sous Aristide, des rebelles Libyens, etc : des groupes armés s'en prenant à des régimes socialistes, souvent peu ou non endettés (Libye, Syrie, Yougoslavie), insoumis aux diktats occidentaux. Les médias occidentaux, eux, sont invariablement favorables à l'insurrection armée, diabolisent les autorités visées et ne remettent jamais en question l'intervention de l'OTAN.

Julie Lévesque

2011-02-11

[Mondialisation.ca](#) –

6-4 Stuart Jeanne Bramhall : La guerre secrète des Etats-Unis contre la Syrie.

Vous avez peut-être remarqué que la rhétorique officielle au sujet de la Syrie change tous les jours — sauf pour ce qui est des attaques méprisantes et insultantes contre la Russie et la Chine pour avoir exercé leur droit de veto au Conseil de Sécurité. Pour être honnête, ce veto se révèle de plus en plus opportun à mesure que les évènements au sol dévoilent la culpabilité des Etats-Unis dans la guerre civile en Syrie.

L'ambassade US à Damas vient de fermer ses portes, attendant des jours meilleurs...

Oui la guerre civile. C'est comme ça que ça s'appelle quand une résistance armée prend les armes contre un gouvernement souverain. Le rapport provisoire de la Mission des Observateurs de la Ligue Arabe (la Ligue Arabe a refusé "d'approuver" le rapport mais il y a eu des fuites) confirme clairement la présence "d'une entité armée" en Syrie. Des descriptions détaillées de militants qui tirent sur les forces

gouvernementales ainsi que le fait que des bombes soient posées pour faire exploser les infrastructures gouvernementales et civiles semblent confirmer les déclarations d'Assad comme quoi des militants islamistes essayent de renverser le gouvernement. Vous pouvez lire le Rapport de la Mission des Observateurs de la Ligue Arabe sur le site web de l'université de Columbia.

Au début l'administration Obama a expliqué tout cela en affirmant que les manifestants syriens non-violents étaient si désespérés par l'intransigeance d'Assad qu'ils se sont joints aux militaires qui avaient quitté l'armée syrienne. Il y a un jour et demi, quand deux bombes ont explosé à Alep en faisant 25 morts, on nous a dit que c'était une manœuvre cynique du gouvernement syrien pour discréditer l'Armée Syrienne Libre. Mais cette version n'a pas pu être maintenue après que les militants aient assassiné un général syrien, un docteur qui dirigeait un hôpital militaire de Damas. Maintenant on nous dit que les membres irakiens de Al Qaeda profitent de l'agitation civile syrienne pour traverser la frontière et devenir une Al Qaeda syrienne.

Le soutien de l'OTAN aux militants armés syriens

Le problème avec cette nouvelle version des événements c'est que cela fait plusieurs mois que des analystes du Moyen-Orient respectés comme Sibel Edmonds, une ancienne interprète du FBI qui a le don de mettre à jour des informations cachées, Philip Giraldi, un ancien officier de la CIA, John R. Bradley, auteur et correspondant étranger britannique et Michel Chossudovsky, un économiste canadien et analyste de la mondialisation, parlent de la résistance armée en Syrie. De plus tous les quatre apportent de plus en plus de preuves que les Etats-Unis, la Turquie et d'autres membres de l'OTAN, de même que la Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Qatar entraînent ces militants armés et leur fournissent des armes et de l'argent.

Edmonds a parlé pour la première fois en novembre dernier de l'implication de forces de l'OTAN et des Etats-Unis dans l'armement et l'entraînement des militants syriens. Le 21 novembre 2011 des sources turques l'ont informée de la présence de camps d'entraînement secrets dans la base de l'aviation étasunienne de Incirlik. Ces camps auraient été installés dans le but d'organiser et d'étendre la base de la dissidence en Syrie. D'après ses sources, il s'agirait de faire entrer des armes étasuniennes en contrebande en Syrie, de participer à une guerre psychologique à l'intérieur de la Syrie et d'ouvrir un couloir humanitaire/médical entre la Syrie et la Turquie pour soutenir les groupes d'opposition. Le 11 décembre elle a rapporté, sur la foi de sources jordaniennes parmi lesquelles un officier jordanien, que des centaines de soldats de langue étrangère avaient été observées près de la frontière entre la Jordanie et la Syrie. Ses informateurs lui ont aussi dit que l'OTAN avait établi un second camp d'entraînement près de Mafraq, en Jordanie, pour entraîner la branche armée des Frères Musulmans syriens. Elle a aussi été informée par un reporter irakien basé à Londres, qu'un nombre inconnu de soldats étasuniens avait été envoyés d'Irak à Mafraq en Jordanie.

Huit jours plus tard, l'ancien officier de la CIA, Philip Giraldi, a confirmé pour l'essentiel les assertions d'Edmonds concernant l'OTAN et la Syrie. C'était dans un article qu'il avait écrit pour la revue American Conservative grâce à des fuites d'analystes de la CIA inquiets de la "marche vers la guerre" contre la Syrie que l'administration Obama semblait entreprendre. Selon Giraldi, la CIA a refusé de signer le rapport de l'ONU fréquemment cité selon lequel plus de 3500 civils avaient été tués par les troupes d'Assad. Pour la CIA, cette information provenait uniquement de sources rebelles et n'était pas corroborée. La CIA a aussi fait valoir que les affirmations du gouvernement syrien selon lesquelles il était attaqué par des groupes rebelles armés, financés et entraînés par des gouvernements étrangers étaient plus vraies que fausses.

Des informateurs anonymes de la CIA lui ont aussi signalé que des avions de l'OTAN arrivaient sur les bases militaires turques près de Iskenderum à la frontière syrienne, chargés d'armes provenant des arsenaux de Mouammar Kadhafi et de volontaires du Conseil National de Transition libyen. Là, ces derniers ainsi que des forces spéciales françaises et britanniques formaient les membres de l'Armée Libre Syrienne. Selon ces sources, le rôle de la CIA et des Forces Spéciales étasuniennes dans tout cela était de fournir du renseignement et de l'assistance en communications.

Le peuple soutient le gouvernement laïque syrien

Selon John R Bradley, l'auteur de "Après la révolution arabe" et le seul analyste à avoir prédit la révolution égyptienne, l'Arabie Saoudite et le Qatar fournissent aussi des armes et des fonds à l'Armée Libre Syrienne. Dans une interview avec Russia Today, Bradley reconnaît que le président syrien est un despote sans merci. Cependant il souligne que le président syrien est un des derniers leaders arabes

laïques et qu'il dirige le pays du Moyen-Orient où il y a le plus d'ethnies différentes. Pour le moment il jouit d'un grand soutien populaire parce que beaucoup de Syriens le voient comme le dernier bastion contre le fondamentalisme islamique, à l'instar de celui qui vient juste d'être installé au pouvoir en Libye.

Des habitants de Homs (la ville syrienne assiégée) qui ont participé à l'émission de la BBC "Have Your Say" du 10 février semblent partager ce point de vue. Aucun d'eux n'est un grand fan de l'administration laïque d'Assad mais ils la préfèrent de loin à la Loi de la Sharia.

La stratégie des Etats-Unis au Moyen-Orient

Michel Chossudovsky, qui lui aussi écrit depuis des mois des articles sur la guerre secrète des Etats-Unis contre la Syrie, s'inquiète plus particulièrement de sa signification dans le contexte plus large des objectifs étasuniens au Moyen-Orient. Il explique que les Etats-Unis ont pris pour cible la Syrie à la fois parce qu'elle entretient une l'alliance stratégique avec l'Iran et parce que le Pentagone veut isoler et encercler l'Iran pour ensuite renverser son gouvernement. Dans un interview radiophonique récent sur "Guns and Butter" il explique que les Etats-Unis ont procédé systématiquement à l'occupation et/ou la militarisation de quasiment tous les pays qui entourent l'Iran. D'abord ils ont occupé l'Afghanistan et le Pakistan (cible d'une seconde guerre non déclarée) qui se trouvent à l'ouest de l'Iran. Puis ils ont envahi l'Irak qui est toujours partiellement occupé, et, à l'est de l'Iran, il y a le Koweït (où les Etats-Unis ont déployé 15000 soldats en décembre) et la Turquie. Enfin il y a l'Arabie Saoudite (qui héberge aussi une énorme base étasunienne) et le Qatar au sud. Selon Chossudovsky, l'intervention militaire en Syrie se propagera au Liban avec l'implication du Hezbollah, ce qui neutraliserait effectivement les derniers alliés de l'Iran.

Dans un article inquiétant et récent intitulé "Quand les jeux de guerre deviennent vrais" Chossodovsky cite un extrait du livre de général à la retraite, Wesley Clark, publié en 2003 et intitulé "Pour gagner les guerres modernes" à propos du rôle de l'intervention militaire contre la Syrie et l'Iran dans la grandiose stratégie du Pentagone au Moyen-Orient. Selon Clark, le Pentagone fait des préparatifs pour attaquer les deux pays depuis le milieu des années 1990. A la page 130 de son livre, Clark écrit :

"Quand je suis repassé au Pentagone en novembre 2001, un des officiers de haut rang a pris le temps de bavarder avec moi. Oui nous envisagions toujours d'attaquer l'Irak m'a-t-il dit. Mais ce n'était pas tout. Cela faisait partie d'un plan de campagne de cinq ans, a-t-il ajouté, qui concernait sept pays en tout, à commencer par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, l'Iran, la Somalie et le Soudan".

La fiabilité de ces prédictions, en dépit du passage en 2008 du leadership de George Bush, un soi-disant faucon néo-con, à celui de Barack Obama, un supposé avocat de la manière douce, s'est révélée étonnante. Les Etats-Unis continuent d'occuper l'Irak en plus des guerres qu'ils mènent en Somalie et au Soudan. On peut penser que l'intervention en Libye a pris fin maintenant qu'un régime favorable aux Etats-Unis a accepté de privatiser le pétrole libyen pour le plus grand profit des multinationales pétrolières étasuniennes.

Selon Chossodovsky, des pays comme l'Irak, la Libye, la Somalie, l'Iran et le Soudan sont devenues des cibles à abattre pour les Etats-Unis parce qu'ils ont refusé de jouer le jeu en laissant les entreprises anglo-saxonnes exploiter leur pétrole à leur convenance. Quant aux pays pauvres en pétrole comme la Syrie et le Liban, si les Etats-Unis veulent les détruire c'est en raison de leurs alliances stratégiques avec l'Iran qui est riche en pétrole.

Stuart Jeanne Bramhall

* Dr. Stuart Bra

13 février 2012 - Dissident Voice - Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2012/02/t...>

Traduction : Info-Palestine.net - Dominique Muselet

mhall est une militante, auteure et psychiatre américaine de 63 ans, qui a émigré en Nouvelle Zélande où elle se considère comme une réfugiée politique.

Ses travaux comprennent un roman : *The Battle for Tomorrow* qui parle d'une jeune fille de 16 ans arrêtée pour avoir participé au blocus et à l'occupation du Capitole américain, et un livre de mémoires : *The Most Revolutionary Act : Memoir of an American Refugee* qui explique sa décision de quitter Seattle après 15 ans de persécutions de la part du gouvernement pour se réfugier en Nouvelle Zélande.

13 février 2012 - Dissident Voice - Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2012/02/t...>

Traduction : Info-Palestine.net - Dominique Muselet

7 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

7-1 Les rebelles libyens avec Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis, venue voir et conquérir la Libye.!

La mission de la Ligue arabe a été présentée comme un échec dès le départ.

Son rapport a été entièrement ignoré par les médias.

La raison est simple.

En envoyant cette mission, Washington et Cie ont voulu donner l'impression qu'ils allaient vérifier la situation en Syrie. Cependant, le constat était fait avant même l'arrivée des observateurs et une seule conclusion était permise, celle avancée depuis le début, soit que le régime Assad tue des civils pacifiques manifestant pour la démocratie. Le rapport de la mission de Ligue arabe n'a pas fait ce constat. Il a au contraire démontré [l'implication de la CIA, du MI6 et du Mossad derrière les violences](#) et blâmé l'Armée syrienne libre et les groupes armés pour de nombreux meurtres.

À voir la carte des « manifestations », il est évident qu'il s'agit d'une invasion, la plupart des heurts ayant lieu aux frontières du pays.

Source: <http://uk.reuters.com/places/syria>

7-2 L'amnésie des médias.

L'opération clandestine en 2011 en Libye a fait l'objet d'un reportage dans le Newsweek... en 1981 et a été citée dans un article paru en septembre 2011 sur Mondialisation.ca :

Très peu de temps après être entré en fonction, [Ronald] Reagan a annoncé la création d'un groupe spécial pour étudier « le problème libyen » [...] Un plan a rapidement été rédigé par la CIA, lequel a été révélé par Newsweek en août 1981 : « un stratagème coûteux, de grande envergure et en plusieurs étapes pour renverser le régime libyen » et obtenir ce que la CIA appelait la déposition « absolue » de Kadhafi. Le plan réclamait un programme de « désinformation » destiné à embarrasser Kadhafi et son gouvernement; la création d'un « contre-gouvernement » pour contester sa prétention au leadership national; ainsi qu'une campagne paramilitaire progressive constituée d'opérations de guérilla à petite échelle. (William Blum, Killing Hope, Common Courage Press, 2004, p.283., cité dans Julie Lévesque, [La guerre de Libye, une «cause juste»? 29 septembre 2011.](#))

L'opération actuelle en Syrie est prévue depuis longtemps. En 2003, [le Guardian révélait](#) des documents du renseignement révélant des plans de changement de régime à Damas en 1957. Il s'agissait de la même tactique.

Qu'à cela ne tienne, les « chiens de garde de la démocratie » ne lâchent pas le morceau et continuent de nourrir la propagande néocoloniale avec de titres du genre : [Un dissident syrien: «Nous avons besoin d'aide».](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19